

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/LTU/6

7 février 1997

(97-0435)

Original: anglais

ACCESSION DE LA LITUANIE

Eléments d'un projet de rapport

Introduction

1. Le gouvernement de la République de Lituanie a demandé à accéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947) en janvier 1994. Lors de sa réunion tenue les 22 et 23 février 1994, le Conseil des représentants du GATT de 1947 a créé un groupe de travail chargé d'examiner la demande d'accession du gouvernement lituanien à l'Accord général au titre de l'article XXXIII dudit accord. A l'issue du Cycle d'Uruguay, la Lituanie a déposé une demande d'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au titre de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce. Conformément à la Décision ministérielle du 14 avril 1994 sur l'acceptation de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et l'accession audit accord et à la Décision du 31 mai 1994 du Comité préparatoire de l'OMC, le Groupe de travail a examiné la demande d'accession de la Lituanie à l'OMC et a décidé de poursuivre les négociations relatives à l'accès aux marchés des marchandises et des services. Par ailleurs, conformément à la Décision adoptée par le Conseil général de l'OMC le 31 janvier 1995, le Groupe de travail de l'accession de la Lituanie au GATT de 1947 a été transformé en Groupe de travail de l'accession de la Lituanie à l'OMC. Le mandat de ce groupe de travail ainsi que sa composition figurent dans le document WT/ACC/LTU/1/Rev.3.

2. Le Groupe de travail s'est réuni le 10 novembre 1995, les 25 et 26 mars et le 7 octobre 1996, ainsi que ..., sous la présidence de M. Peter Witt (Allemagne).

Documents fournis

3. Le Groupe de travail disposait, comme base de discussion, de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la Lituanie (L/7551), et de documents contenant les questions des Membres

au sujet du régime de commerce extérieur de la Lituanie, ainsi que les réponses à ces questions, et d'autres renseignements communiqués par les autorités lituaniennes (WT/ACC/LTU/2 et Add.1; WT/ACC/LTU/4; WT/ACC/LTU/5; WT/ACC/LTU/7 et Add.1; WT/ACC/LTU/9; WT/ACC/LTU/10; et ...), ainsi que des textes de lois et autres documents dont la liste figure à l'annexe I.

Déclarations liminaires

4. Dans sa déclaration liminaire, le représentant de la Lituanie a noté que son pays était petit et fortement tributaire du commerce extérieur. Depuis le rétablissement de l'indépendance en 1990, le système d'économie planifiée avait laissé la place à une économie orientée vers le marché. La Lituanie avait mis en place un nouveau système bancaire et adopté sa propre monnaie; elle s'était par ailleurs engagée sur la voie de réformes économiques fondamentales, telles que l'adaptation de sa législation et de ses institutions, la privatisation, et la déréglementation des prix et du commerce, en étroite collaboration avec les institutions internationales. Toutefois, le succès de la transformation économique du pays dépendait de son intégration dans l'économie mondiale et dans le système commercial international fondé sur les principes de l'OMC.

5. Les échanges commerciaux de la Lituanie avec les pays étrangers avaient connu une mutation profonde depuis 1990. La part des échanges avec les pays de la Communauté des Etats indépendants, supérieure à 90 pour cent en 1991, ne représentait plus qu'environ 40 pour cent en 1995 tandis que les flux commerciaux avec d'autres pays avaient augmenté. La balance globale des paiements de la Lituanie était excédentaire en dépit de son déficit commercial. La Lituanie n'avait pas cédé à la tentation du protectionnisme en cette période de transition économique difficile. Le régime de commerce extérieur serait libéralisé encore davantage. Plusieurs accords commerciaux avaient été signés en vue de réduire les obstacles au commerce et d'autres accords étaient en cours de négociation. Pour la Lituanie, l'accession à l'OMC revêtait la plus haute importance car elle souhaitait s'intégrer à l'économie mondiale sur la base de règles internationalement reconnues, créant un environnement stable et prévisible et assurant un cadre juridique bien défini pour le commerce entre nations. L'accession de la Lituanie aurait également des retombées positives pour ses partenaires commerciaux. Elle était disposée à négocier des concessions et des engagements substantiels concernant l'accès aux marchés de marchandises et de services, à adopter les règles et principes énoncés dans les Accords de l'OMC et à accéder à l'OMC sur la base de l'égalité des droits et des obligations, escomptant un traitement équitable de la part des Membres de l'OMC. La Lituanie était une démocratie dotée d'une économie de marché libre et elle prenait des mesures concrètes pour devenir un membre actif de la communauté internationale.

6. Dans leurs remarques liminaires, de nombreux membres du Groupe de travail se sont félicités de la demande d'accession à l'OMC présentée par la Lituanie. L'intégration de ce pays dans l'économie et le commerce mondiaux sur la base de principes et de règles multilatéralement acceptés était considérée comme un élément important soutenant les réformes économiques et institutionnelles entreprises en Lituanie. Plusieurs membres ont exprimé leur satisfaction devant le désir de la Lituanie de mener rapidement les négociations sur les modalités de son accession et leur espoir que le Groupe de travail achève promptement sa tâche.

7. Le Groupe de travail a examiné les politiques économiques et le régime de commerce extérieur de la Lituanie ainsi que les dispositions à inclure éventuellement dans un projet de protocole d'accession à l'OMC. Les opinions exprimées par les membres du Groupe de travail sur divers aspects du régime de commerce extérieur lituanien [, et sur les conditions et modalités de l'accession de la Lituanie à l'OMC] sont résumées ci-après dans les paragraphes ... à ...

POLITIQUES ECONOMIQUES

Politique monétaire et budgétaire

8. Il a été relevé que des changements avaient été récemment apportés au régime fiscal et un complément d'information a été demandé à ce sujet. La Lituanie a également été priée de fournir des renseignements complémentaires sur le droit des conseils locaux de prélever des impôts et des droits, en particulier lorsque ces impôts frappaient les marchandises importées.

9. Le représentant de la Lituanie a déclaré que le régime fiscal comprenait les impôts suivants: impôt sur les bénéfices des personnes morales; impôt sur le revenu des personnes physiques; taxe sur la valeur ajoutée; droits d'accise; impôts sur les ressources naturelles, le pétrole et le gaz; impôt sur la pollution; droits de douane; impôt sur les biens fixes; taxe de voirie; impôts fonciers; droit de timbre (par exemple pour obtenir des licences) et autres impôts (droits de succession, droits consulaires, etc.). L'impôt sur la pollution encourageait les investissements dans les technologies antipollution. En juillet 1995 (Résolution gouvernementale n° 1026), l'impôt sur les bénéfices des personnes morales avait été diminué dans certains secteurs, notamment les suivants: fabrication de médicaments et services médicaux, machines agricoles, traitement et élimination des déchets, énergies nouvelles, transports, construction et télécommunications. Les impôts sur les biens fixes et la taxe de voirie avaient été institués en 1995. La taxe de voirie était prélevée sur le revenu des entreprises (0-1 pour cent) à l'exception des banques qui payaient un pourcentage de leur marge bénéficiaire.

Les municipalités n'étaient pas autorisées à prélever des impôts sur les articles taxés au niveau national. Par conséquent elles ne pouvaient prélever des droits sur les marchandises importées. D'une manière plus générale, le représentant de la Lituanie a rappelé que les orientations des politiques macro-économiques pour la période 1995-1997 étaient décrites dans l'Aide-mémoire sur la politique économique de la République de Lituanie, dont un exemplaire avait été communiqué au Groupe de travail.

Change et paiements

10. Des membres du Groupe de travail ont demandé des informations sur la balance commerciale et la politique de change de la Lituanie.

11. Le représentant de la Lituanie a informé le Groupe de travail que son pays avait enregistré un déficit de la balance commerciale des marchandises équivalant à 324 millions de dollars EU en 1994, à 376 millions de dollars EU en 1995 et à 678 millions de dollars EU en 1996 (janvier-octobre). La monnaie nationale - le litas - était rattachée au dollar EU (4 litas = 1 dollar EU) en accord avec le FMI; il n'était pas prévu d'abandonner la politique des taux de change fixes. Le représentant de la Lituanie a indiqué en outre que la convertibilité intégrale du litas ainsi que la convertibilité des comptes courants avaient été instituées le 3 mai 1994 à la suite de l'acceptation par le gouvernement lituanien de l'article VIII des Statuts du FMI.

Régime d'investissement

12. Des membres du Groupe de travail ont relevé que la Lituanie semblait restreindre les investissements dans certains secteurs. Elle a été priée de donner la liste des secteurs soumis à des restrictions et de préciser si elle appliquait le traitement national aux investissements étrangers.

13. Le représentant de la Lituanie a déclaré que certaines activités étaient soumises au régime de licences conformément à la Loi modifiant et complétant la Loi sur les entreprises du 5 juillet 1995. [Les secteurs assujettis à l'heure actuelle au régime de licences ou réservés à certaines entreprises sont énumérés au tableau 1.] Par ailleurs, la création d'une banque commerciale était subordonnée à la délivrance d'une licence par la Banque de Lituanie. En principe, les investissements étrangers et nationaux étaient traités sur un pied d'égalité, mais les investissements étrangers étaient interdits dans des domaines touchant à la sécurité et à la défense nationales, aux stupéfiants et aux substances toxiques et à l'organisation de loteries conformément à la Loi sur les investissements de capitaux étrangers dans

la République de Lituanie. A la mi-juin 1996, le Parlement (Seimas) avait approuvé un amendement à la Constitution autorisant les étrangers à acheter certains types de terrains (parcelles non agricoles pour la construction des bâtiments et des installations nécessaires à leur activité directe).

14. La Loi sur les investissements de capitaux étrangers disposait que l'imposition des entreprises étrangères ne devait pas être moins favorable que les règles appliquées aux personnes physiques et morales lituaniennes. La Lituanie offrait certaines exonérations fiscales. Les entreprises établies après le 1er août 1995, avec des investissements étrangers d'au moins 2 millions de dollars EU représentant 30 pour cent ou plus du capital social autorisé de l'entreprise, étaient exonérées de l'impôt sur les bénéfices les trois premières années, puis elles bénéficiaient d'une réduction d'impôt de 50 pour cent les trois années suivantes, à compter du jour où le premier bénéfice était réalisé. Les petites entreprises (effectif ne dépassant pas 50 salariés et chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 500 000 litas) nationales et étrangères bénéficiaient d'allégements fiscaux plus généreux: 70 pour cent les deux premières années à compter de leur établissement et 50 pour cent les années suivantes.

Secteur d'Etat et privatisation

15. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la privatisation en Lituanie, en particulier dans l'agriculture.

16. Le représentant de la Lituanie a expliqué qu'au début la privatisation s'était faite au moyen de coupons d'investissement pouvant être utilisés pour acheter des biens d'Etat, des logements, des exploitations agricoles et pour racheter des terres. Une nouvelle Loi sur la privatisation des biens de l'Etat et des biens municipaux était entrée en vigueur au mois de septembre 1995; elle prévoyait la privatisation au moyen de souscriptions publiques d'actions, de ventes aux enchères publiques, d'appels d'offres publics, de ventes par négociation directe, de coentreprises avec des entités appartenant à l'Etat et de contrats de location-financement, ainsi que la création d'une agence d'Etat pour la privatisation. Les anciennes entreprises commerciales d'Etat relevaient du Ministère de l'industrie et du commerce; sur 59 entités, une seule - chargée de la gestion des réserves d'Etat - n'était pas destinée à être privatisée d'ici à l'an 2000.

17. La privatisation dans le secteur de l'agriculture, y compris la restitution des terres à leurs anciens propriétaires, avait progressé malgré certains problèmes juridiques (seuls l'Etat et les personnes physiques pouvaient posséder des terres), un morcellement non rentable des terres et des autres principaux actifs et le manque de capitaux pour l'agriculture familiale. Quelque 287 entreprises travaillant dans

l'agro-alimentaire et les services agricoles avaient franchi le premier stade de la privatisation en 1993; le second stade, à savoir la vente d'actions aux producteurs agricoles, était en voie d'achèvement pour 235 de ces entreprises.

18. Les actifs vendus aux enchères publiques étaient privatisés dans leur totalité et d'une manière générale l'Etat ne conservait pas de participation au capital des entreprises privatisées. Des conditions favorables avaient été offertes aux agriculteurs lors de la privatisation de certaines industries de transformation (viande, céréales, produits laitiers et sucre). La Loi de 1995 disposait que les investisseurs étrangers et nationaux pourraient participer au processus de privatisation sur un pied d'égalité.

19. Au 1er janvier 1997, la Lituanie avait privatisé en totalité ou en partie 99,7 pour cent des exploitations agricoles d'Etat (non compris les entreprises de transformation des produits agricoles). L'Etat conservait des parts dans certaines exploitations jusqu'à leur privatisation totale, et ce, dans le cadre de leur transformation en sociétés par actions pendant la première étape de privatisation. Etaient exclues du processus de privatisation les exploitations agricoles d'Etat suivantes: i) 19 exploitations expérimentales d'institutions de recherche sur les sciences agricoles; ii) 54 exploitations pédagogiques d'écoles d'agriculture; iii) huit exploitations de sélection des semences. A la même date, la Lituanie avait accompli des progrès importants dans la privatisation de 287 entreprises de transformation de produits agricoles (viande, lait, céréales, sélection des cultures, etc.) et entreprises de services agricoles, dont la privatisation devait être achevée en 1997. La politique générale en la matière était d'offrir des conditions d'adjudication préférentielles aux producteurs agricoles. Dans la plupart des secteurs, la moitié et plus des avoirs à privatiser avaient été privatisés; le raffinage du sucre constituait une exception où le processus de privatisation n'avait pas été aussi rapide. L'Etat conservait aussi des parts dans certaines d'entreprises (30 à 90 pour cent) jusqu'à leur privatisation complète dans le cadre de leur transformation en sociétés par actions au cours de la première étape de privatisation. La Lituanie avait également fait d'importants progrès dans la privatisation des entreprises industrielles. Le processus s'était récemment accéléré par suite de la décision d'autoriser les transactions de privatisation en espèces (au lieu des coupons) ainsi que la participation des étrangers. Au 1er janvier 1997, le gouvernement estimait qu'environ 88 pour cent des entreprises industrielles et 97 pour cent des entreprises de services privatisables avaient été privatisées. L'Etat conservait des parts dans les entreprises jusqu'à leur privatisation complète et ce, en relation avec leur transformation en sociétés par actions au cours de la première étape de privatisation. Dans la perspective de la nouvelle politique de privatisation en numéraire, l'Etat comptait remettre ces parts à des soumissionnaires qualifiés. La Lituanie espérait achever la mise au point de sa stratégie pour poursuivre la privatisation dans le secteur industriel et

le secteur des services pendant le premier trimestre de 1997, laquelle engloberait de grandes entreprises qui n'étaient pas auparavant destinées à être privatisées.

20. Le représentant de la Lituanie a dit que son pays était d'accord de continuer après l'accession à fournir des informations régulières sur l'avancement de son programme de privatisation, comme elle l'avait fait pour le Groupe de travail pendant le processus d'accession, et sur d'autres questions liées aux réformes économiques en Lituanie conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

Politique des prix

21. Des membres du Groupe de travail ont fait remarquer que certains biens et services restaient assujettis à des mesures de contrôle des prix et ils ont demandé des informations à ce sujet ainsi que sur ce qui était envisagé pour poursuivre la déréglementation des prix. La Lituanie a été priée de dresser la liste des produits assujettis à des mesures de contrôle des prix et de fournir des renseignements sur le fondement juridique et les raisons de ces mesures de contrôle et les conditions dans lesquelles ces mesures ou des mesures de contrôle élargies pourraient être appliquées à l'avenir.

22. Le représentant de la Lituanie a déclaré que la réglementation des prix avait été progressivement assouplie en Lituanie. Les mesures de contrôle des marges bénéficiaires appliquées aux denrées alimentaires avaient pris fin le 1er avril 1995 et par conséquent les marges bénéficiaires n'étaient plus limitées au niveau de la transformation ou de la vente au détail. Toutefois, le contrôle des prix était maintenu pour un certain nombre de biens et services fournis par des monopoles dits "naturels" (qu'ils soient d'Etat ou non), c'est-à-dire l'alimentation en gaz naturel; la production et la distribution d'électricité et de chauffage; l'eau et l'assainissement; les services de télécommunication [détails dans le document WT/ACC/LTU/7, page 10]; les services postaux et le transport de voyageurs (entreprises d'Etat seulement); les services de radio et de télévision des chaînes d'Etat; les services médicaux publics; le bois, le bois d'oeuvre arrondi et les terres appartenant à l'Etat; les herbes médicinales et certains médicaments. La libéralisation future des prix des transports et des télécommunications était liée à la concurrence croissante résultant de la restructuration économique et de la privatisation. Le représentant de la Lituanie a confirmé que les industries lituaniennes n'étaient pas approvisionnées en électricité et en gaz à des prix subventionnés, mais que le contrôle des prix serait maintenu pour l'électricité à usage domestique, le gaz naturel et le chauffage destinés aux foyers à faibles revenus. Le représentant de la Lituanie a indiqué que le contrôle des prix des terres appartenant à l'Etat était lié au rétablissement de la propriété privée des biens fonciers dans le cadre de la réforme agricole.

Il a ajouté que ce contrôle serait aboli lorsque la propriété privée aurait été rétablie pour les biens fonciers au cours de la mise en oeuvre de la réforme agricole.

23. Le représentant de la Lituanie a confirmé que les prix des biens et des services dans tous les secteurs, à l'exception des secteurs énumérés au paragraphe 22, étaient déterminés par le libre jeu des mécanismes du marché. Il a confirmé en outre que la Lituanie appliquerait les mesures actuelles et futures de contrôle des prix d'une manière conforme aux règles de l'OMC et qu'elle tiendrait compte des intérêts des Membres de l'OMC exportateurs, comme le prévoyait l'article III:9 du GATT de 1994.

Politique en matière de concurrence

24. Des membres du Groupe de travail ont demandé des informations sur l'application de la Loi sur la concurrence en Lituanie. Etant donné que de nombreuses entreprises dominaient le marché national de certains biens et services et qu'elles étaient soumises à la surveillance et au contrôle d'institutions publiques, la Lituanie a été priée de fournir une liste des entreprises concernées au Groupe de travail.

25. Le représentant de la Lituanie a répondu que la Loi sur la concurrence était entrée en vigueur le 1er novembre 1992 et que la responsabilité de son application incombait à l'Office d'Etat de la concurrence et de la protection des consommateurs. Le Conseil de la concurrence (organe directeur de l'Office) avait approuvé quatre règlements concernant l'abus de position dominante, les accords et les pratiques concertées de nature à restreindre la concurrence, le contrôle des fusions et l'interdiction des activités déloyales. La Loi sur la concurrence s'appliquait à toutes les entreprises quels qu'en soient la composition du capital ou le type d'activité économique. Certaines dispositions de la Loi sur la concurrence ne s'appliquaient pas aux secteurs exclus, qui faisaient l'objet d'une législation distincte. Ainsi, la Loi sur la concurrence autorisait certaines exemptions pour l'approvisionnement énergétique, les services postaux, les chemins de fer, la production et la vente d'alcool, le sucre, les télécommunications et les services de transport aérien.

26. L'Office d'Etat de la concurrence et de la protection des consommateurs avait infligé des amendes à 20 entreprises pour abus de position dominante entre 1992 et 1995. On entendait par entreprises dominantes celles qui détenaient 40 pour cent ou davantage des parts du marché national en cause; l'Office avait inclus les entreprises détenant plus de 60 pour cent des parts de marché sur une liste de fournisseurs occupant une position dominante. En janvier 1996, le Conseil de la concurrence avait dénombré six entreprises détenant de 60 à 90 pour cent des parts de marchés respectifs et ayant abusé de leur position dominante en faisant payer des prix anormalement élevés en 1994-1995. Les six

entreprises étaient obligées de notifier les modifications de prix à l'avance à l'Office d'Etat de la concurrence et de la protection des consommateurs. Il serait mis fin à la liste des entreprises dominantes car les abus futurs de position dominante feraient l'objet d'une enquête dans chaque cas.

CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES

27. Le représentant de la Lituanie a dit que la structure du tarif douanier était réglementée par le gouvernement: les taux pouvaient être modifiés par décision du gouvernement fondée sur les propositions des ministères, en tenant compte des obligations et des engagements internationaux de la Lituanie. Il a ajouté que les administrations locales agissaient de manière libre et indépendante dans les limites de leurs compétences établies par la Constitution et les lois. Les conseils locaux avaient le droit, dans les limites fixées et conformément aux procédures prévues par la loi, d'établir des redevances locales et de percevoir des impôts et des droits.

POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

Droits commerciaux

28. Le représentant de la Lituanie a fait observer que le tableau 1 "Régime de licences pour les activités économiques" énumérait l'ensemble des activités soumises au régime des licences en Lituanie. Certaines activités comportaient la production ou le commerce de marchandises. Il a confirmé que la Lituanie appliquait les mêmes critères et procédures pour examiner les demandes de licences concernant le commerce ou la production de marchandises, qu'il s'agisse de marchandises d'origine nationale ou de marchandises importées, ou des deux, à une seule exception près. L'exception concernait la production d'hydromel, boisson alcoolique traditionnelle en Lituanie, pour laquelle la licence n'était accordée qu'à une seule société lituanienne. Cette société pouvait importer des biens intermédiaires pour la production d'hydromel sans restrictions. La licence autorisait la société à produire une boisson à plus forte teneur en alcool que les boissons qui pouvaient autrement être importées et vendues sur le marché intérieur.

Négociations sur l'accès aux marchés

[La Lituanie avait présenté une offre initiale pour les négociations sur l'accès aux marchés concernant les marchandises dans le document WT/ACC/SPEC/LTU/3 du 14 octobre 1996.]

[A compléter]

1) Réglementation des importations

Tarif douanier

29. Des membres du Groupe de travail ont noté que la Lituanie avait adopté en 1996 un nouveau Code des douanes qui régissait toute une série de questions douanières. Dans la mesure où ce texte renfermait un certain nombre de dispositions à prendre en considération pour l'accèsion de la Lituanie à l'OMC, la Lituanie a été priée de communiquer un exemplaire au Groupe de travail pour que les membres intéressés puissent en prendre connaissance.

30. Le représentant de la Lituanie a dit que le Parlement avait approuvé le 18 avril 1996 un nouveau Code des douanes remplaçant la Loi douanière et certaines dispositions de la Loi sur le tarif douanier et d'autres textes législatifs. Le Code régissait des questions comme les procédures douanières, les droits de douane, les opérations d'export/import, le transit, les règles d'origine et l'évaluation en douane. Le nouveau Code des douanes entrerait en vigueur le 1er janvier 1998.

31. Un membre a demandé à la Lituanie pour quelle raison le Code n'entrerait pas en vigueur avant 1998 et il a exprimé le souhait que cet instrument soit pleinement mis en application au plus tard à la date d'accèsion de la Lituanie à l'OMC.

32. Le représentant de la Lituanie a indiqué qu'avant l'entrée en vigueur du Code des douanes, le Parlement devait modifier un certain nombre de lois qui étaient en contradiction avec les dispositions du Code et le gouvernement devait élaborer et adopter le règlement d'application du Code.

Droits de douane ordinaires

33. Les questions des membres du Groupe de travail ont porté sur l'application des droits de douane en Lituanie, les modifications récentes des taux de droits et l'adoption d'une classification douanière fondée sur le Système harmonisé.

34. Le représentant de la Lituanie a confirmé que la Convention sur le Système harmonisé était entrée en vigueur en Lituanie le 1er janvier 1995. La structure du tarif douanier était réglementée par le gouvernement; les taux pouvaient être modifiés par décision du gouvernement sur proposition

des ministères, compte tenu des obligations et engagements internationaux contractés par la Lituanie. Les droits de douane avaient été abaissés pour les principales denrées alimentaires (lait et produits laitiers, beurre, oeufs, saucisses et saucissons, et sucre) en septembre 1995. Le tarif douanier en vigueur avait été communiqué au Groupe de travail (la version actuelle figure dans le document WT/ACC/SPEC/LTU/4). Un nouveau projet de loi sur les droits de douane disposait que les taux des droits de douane et des autres taxes seraient fixés par le Parlement.

35. Les droits de douane étaient des droits *ad valorem* sauf les droits frappant l'alcool, le tabac, le sucre et les véhicules automobiles d'occasion qui étaient des droits spécifiques (mixtes). Les droits spécifiques sur la viande et les produits laitiers avaient été supprimés en février 1995.

Autres droits et impositions perçus sur les importations mais non sur la production nationale

36. Le représentant de la Lituanie a déclaré que son pays consoliderait tous les droits et impositions, autres que les droits de douane ordinaires énumérés dans la liste concernant les marchandises annexée à son Protocole d'accession au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994 à zéro sur tous les produits.

Contingents tarifaires, exemptions de droits

37. Des membres du Groupe de travail ont noté que la Lituanie utilisait des contingents tarifaires pour assurer l'importation temporaire de produits en cas de pénurie. La Lituanie a été priée de préciser les produits faisant l'objet de contingents tarifaires et d'expliquer le fonctionnement du système de contingents. Un membre a demandé à la Lituanie d'expliquer les liens existant, le cas échéant, entre les contingents tarifaires généraux et les contingents tarifaires préférentiels accordés à l'UE. La Lituanie devrait également donner la justification du système, ainsi que des renseignements sur la part des produits importés concernés et indiquer comment elle envisageait de mettre fin au système après son accession à l'OMC.

38. Le représentant de la Lituanie a répondu que les contingents tarifaires avaient été approuvés par la Résolution n° 653 du 8 mai 1995 mettant en application la Loi sur la réglementation par l'Etat des relations économiques dans le secteur agricole du 22 décembre 1994. [La liste des produits faisant actuellement l'objet de contingents tarifaires généraux en raison d'une pénurie de l'offre figure au tableau 2.] Certains contingents tarifaires pour les produits agricoles étaient attribués par le biais d'appels d'offres publics annoncés dans le Journal officiel "Valstybes zinios". Les entreprises désirant bénéficier de contingents ou participer aux appels d'offres adressaient leur demande au ministère compétent. Les contingents tarifaires pour l'importation d'alcool éthylique à usage technique étaient accordés

automatiquement aux sociétés justifiant leurs besoins. Les contingents tarifaires pour les matières premières destinées à la fabrication de boissons alcooliques étaient accordés automatiquement à six producteurs d'Etat agréés ainsi qu'à d'autres entreprises qui avaient obtenu des licences auprès de l'Office d'Etat du contrôle du tabac et de l'alcool afin d'importer de l'alcool et de fabriquer des boissons alcooliques. L'octroi de contingents tarifaires pour les flacons en verre transparent irrégulier était automatique sur présentation d'une demande et du contrat de vente. Du mobilier spécial pour navires était importé par un chantier naval d'Etat; la production nationale de mobilier augmentait et il était prévu d'abolir le contingent tarifaire en 1997. Les fabricants de sucre du pays devaient épuiser l'offre de sucre brut sur le marché intérieur avant de pouvoir importer du sucre brut ou blanc (raffiné) dans le cadre des contingents tarifaires.

39. Le représentant de la Lituanie a dit que les contingents tarifaires dans le cadre d'échanges commerciaux préférentiels n'étaient appliqués qu'à l'égard de l'UE; le règlement d'application pertinent (la Résolution gouvernementale n° 205 du 8 février 1995) avait été communiqué au Groupe de travail.

Redevances et impositions pour services rendus

40. Un membre a demandé à la Lituanie de fournir des renseignements sur les redevances et impositions à l'importation liées au coût des services rendus.

Application de taxes intérieures aux importations

41. Des membres du Groupe de travail ont demandé à la Lituanie d'énumérer les produits assujettis à des droits d'accise, d'expliquer l'utilisation des taux spécifiques et de confirmer que le même traitement était bien accordé aux produits d'origine nationale et aux produits importés. Un membre a fait observer que les droits d'accise sur les bières importées et les bières fabriquées dans le pays n'étaient pas égaux. En outre, les cigarettes importées étaient frappées des droits d'accise les plus élevés, tandis que les droits sur les cigarettes fabriquées dans le pays étaient différenciés selon la qualité. Il a demandé à la Lituanie d'expliquer comment ce traitement pouvait être compatible avec l'article III du GATT de 1994. Les questions spécifiques concernant l'imposition de l'alcool et des cigarettes ont porté aussi sur le lien entre les droits d'accise et les droits de douane.

42. Le représentant de la Lituanie a donné des renseignements sur les droits d'accise frappant certains produits [reproduits au tableau 3]. Les taux étaient *ad valorem* et dans certains cas des minima spécifiques avaient été fixés (en litas par unité). La Lituanie n'envisageait pas de convertir les montants spécifiques

en taux *ad valorem* étant donné qu'il existait d'importantes différences de prix entre les produits d'origine nationale et les produits importés. En ce qui concernait les produits d'origine nationale, les droits d'accise étaient prélevés sur le prix de vente hors TVA; la base d'imposition pour les produits importés était la valeur en douane, droits de douane compris. Les importateurs de boissons alcooliques payaient un droit de timbre annuel pour la licence d'importation. Les prélèvements avaient été institués pour assurer la sélection des importateurs et éviter l'importation de produits de contrefaçon ou de mauvaise qualité. Les droits d'accise étaient différenciés pour certains vins, bières et cigarettes d'origine nationale et importés conformément à la Résolution gouvernementale n° 582 du 17 mai 1996. Les droits d'accise sur les cigarettes étaient différenciés selon la qualité.

43. Des membres du Groupe de travail ont posé des questions sur l'application de la taxe sur la valeur ajoutée en Lituanie, notamment sur la base d'imposition pour les produits importés. Un membre a demandé à la Lituanie des précisions sur le traitement des produits similaires importés au regard de l'article III du GATT de 1994, en faisant observer que la Lituanie appliquait un taux de TVA réduit à certains produits agricoles d'origine lituanienne.

44. Le représentant de la Lituanie a indiqué qu'une taxe sur la valeur ajoutée de 18 pour cent était imposée sur les biens et services. Les marchandises importées en entrepôt en douane ainsi que l'ensemble des exportations étaient frappées de droits nuls et un certain nombre de biens et de services (énumérés dans l'Aide-mémoire) étaient exonérés de la TVA. Les dispositions concernant la TVA avaient été modifiées en 1995 et 1996; un taux temporaire de 9 pour cent et des exonérations de TVA pour certains produits étaient appliqués jusqu'au 1er janvier 1997. La base d'imposition pour la TVA comprenait les droits d'accise, le cas échéant, ainsi que les droits de douane sur les produits importés.

45. Le représentant de la Lituanie a déclaré qu'à compter de la date d'accession, la Lituanie appliquerait le traitement national en ce qui concernait les taux de toutes les impositions et taxes intérieures sur les importations et les produits d'origine nationale.

Restrictions quantitatives à l'importation, y compris les prohibitions, les contingents et les régimes de licences

46. Des membres du Groupe de travail ont observé que l'exercice de certaines activités commerciales était assujéti en Lituanie à l'obtention d'une licence et ils ont demandé la liste de ces activités. Des membres ont fait remarquer que la liste semblait englober des secteurs dans lesquels les licences étaient accordées automatiquement de manière non discriminatoire ainsi que des activités pour lesquelles l'Etat

limitait le droit de commercer. Ces limitations soulevaient un certain nombre de questions au regard de l'OMC, en particulier en ce qui concernait le monopole du commerce et le commerce d'Etat, questions que la Lituanie a été invitée à traiter. La Lituanie a également été priée d'énumérer les autres mesures non tarifaires, en particulier les restrictions quantitatives. Des questions précises ont été posées au sujet des règlements affectant les importations de tabac et d'alcool, en particulier au sujet des critères appliqués pour l'attribution des licences et de la mesure dans laquelle la Lituanie autoriserait la production nationale de marchandises dont l'importation était prohibée. Un membre a demandé à la Lituanie de s'engager à ce que toutes les restrictions quantitatives à l'importation incompatibles avec les dispositions de l'article XI du GATT de 1994 soient éliminées lors de l'accession. La Lituanie a également été priée de fournir des renseignements sur le régime de licences applicable aux denrées alimentaires et aux additifs alimentaires.

Restrictions quantitatives

47. Le représentant de la Lituanie a indiqué que son pays n'imposait pas de prohibitions à l'importation, sauf l'interdiction d'importer du tabac à mâcher et à priser (SH 2403.99.10.0) qui allait de pair avec l'interdiction de fabriquer les mêmes produits dans le pays (justifiée au titre de l'article XX b) du GATT de 1994). La Lituanie n'imposait pas de contingents à l'importation.

Procédures de licences d'importation

48. Le représentant de la Lituanie a déclaré que son pays n'appliquait pas de procédures de licences d'importation restrictives, sauf pour les marchandises suivantes:

- stupéfiants et autres substances sous contrôle (codes du SH 1211; 1301; 1302; 2905; 2918; 2921; 2922; 2924; 2925; 2926; 2932; 2933; 2934; 2939; 2914.30.10; 2924.29.50; 2932.90.75; 2932.90.77; 2939.40.10; 2939.40.30; 2939.60.10; 2939.60.30; 2939.60.50; 2939.90.71) - justifiées au titre de l'article XX b);
- marchandises et cargaisons à double usage (civil et militaire), moyens de défense, matières chimiques et biologiques qui peuvent être utilisées pour la production d'armes chimiques et bactériologiques de destruction massive; missiles, équipement et technologie nucléaires; et marchandises et technologies utilisées pour la production de missiles - justifiées au titre de l'article XXI;

- cargaisons secrètes (codes du SH 2844.50.00; 3601.00.00; 3602.00.00; 3603; 3604.90.00; ex 3704; ex 3705; ex 3706; 4905; 4906.00.00; 4907; ex 4911.99.00; 8401; ex 8517; ex 8518; ex 8520; ex 8521; ex 8524; ex 8525; 8526; ex 8527; ex 8528; 8529.10; ex 8531; 8710.00.00; 8802.11.90; 8802.12.90; ex 8802.20.90; ex 8802.30.90; ex 8802.40.90; 8906.00.10; ex 90; ex 93) - justifiées au titre de l'article XXI;
- cargaisons dangereuses (liste de marchandises de l'ONU - justifiées au titre de l'article XXI);
- pneumatiques usagés (SH 4012.20.90) et matériel de pêche électrique (SH 8543.80.80.0) - justifiées au titre de l'article XX pour des raisons de protection de l'environnement.

49. Des informations sur les procédures de licences d'importation avaient été fournies selon le mode de présentation prévu pour les Membres de l'OMC dans le document WT/ACC/LTU/7/Add.1. Le régime de licences visant les activités commerciales, y compris l'importation, s'appliquait aux produits suivants: produits contenant de l'alcool; tabac et produits à base de tabac; produits pétroliers; stupéfiants et substances toxiques; produits chimiques dangereux pour l'environnement; produits biologiques phytosanitaires; denrées alimentaires spéciales et additifs alimentaires (destinés aux bébés, aux enfants, aux sportifs, aux diabétiques et à la nutrition diététique). Le commerce des produits pétroliers (essence, gazole, fioul et lubrifiants) était soumis au régime de licences afin d'assurer des conditions uniformes pour toutes les sociétés importatrices. Le représentant de la Lituanie a ajouté que le régime lituanien de licences visant certains domaines d'activité n'avait pas dans l'ensemble d'effet restrictif sur le commerce.

50. Un membre a estimé que les restrictions appliquées par la Lituanie au commerce de l'alcool équivalaient au commerce d'Etat. Le monopole de la distribution imposé par l'Etat pouvait aussi fausser les prix à l'importation. Ce membre a demandé à la Lituanie d'indiquer les critères sur lesquels était fondé le régime de licences pour les boissons alcooliques et d'expliquer comment le système de restrictions à l'importation de la Lituanie pouvait être compatible avec les règles de l'OMC.

51. Le représentant de la Lituanie a dit que son pays avait mis en place l'Office d'Etat du contrôle du tabac et de l'alcool qui était chargé notamment de délivrer les licences. Les produits à base d'alcool et de tabac étaient assujettis au régime des licences afin de renforcer le contrôle des importations et d'améliorer le prélèvement des droits d'accise. L'Office délivrait les licences pour le commerce de

gros de boissons alcooliques tandis que les détaillants obtenaient leur licence des autorités municipales; au total environ 12 000 licences pour le commerce de gros et de détail avaient été délivrées. La Loi sur la réglementation de l'alcool autorisait l'établissement de contingents de production et d'importation pour certaines boissons alcooliques si le nombre de malades souffrant de psychose alcoolique dépassait le chiffre fixé par le Ministère de la santé. Toutefois, à ce jour, ces dispositions n'avaient pas encore été appliquées. Il existait une base juridique pour l'institution d'un monopole d'Etat sur la production de boissons à forte teneur en alcool (excédant 22 pour cent); afin d'assurer l'excellente qualité des importations, seuls étaient acceptés les produits provenant d'un certain nombre de fabricants agréés. La Loi sur la réglementation de l'alcool limitait le nombre d'importateurs de boissons alcooliques (autres que la bière) bénéficiaires d'une licence à dix par an et le gouvernement se réservait un certain pouvoir discrétionnaire dans le choix des types de boissons alcooliques à importer par les détenteurs de licences. Le nombre d'importateurs de bière titulaires de licence n'était pas limité. De nouveaux critères pour l'obtention de licences d'importation d'alcool étaient entrés en vigueur le 6 juin 1996. Les licences étaient attribuées par adjudication publique et les anciens détenteurs de licences devaient renouveler leur demande. Le représentant de la Lituanie a déclaré que son pays considérait les restrictions qu'il appliquait au commerce de boissons alcooliques comme des mesures visant à protéger la vie et la santé des personnes qui pouvaient se justifier au titre de l'article XX du GATT de 1994.

52. Le représentant de la Lituanie a indiqué que son pays n'imposait pas d'autres mesures non tarifaires, sauf qu'en ce qui concernait la limitation du nombre de licences pour l'importation de boissons alcooliques, le gouvernement se réservait un certain pouvoir discrétionnaire dans le choix des types de boissons alcooliques titrant 22 degrés ou plus qui pouvaient être importées par les détenteurs de licence, mesure qui était justifiée au titre de l'article XX b) du GATT de 1994.

53. Le représentant de la Lituanie a déclaré que son pays respecterait les obligations découlant des Accords de l'OMC en ce qui concernait les restrictions quantitatives aux importations et les procédures de licences d'importation.

Autres restrictions

54. Un membre a encouragé la Lituanie à ne pas accroître l'utilisation de son système de prix minimaux, en lui rappelant que l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane interdisaient tous deux le recours à des prix minimaux à l'importation ou à des prix de référence. Ce membre a demandé à la Lituanie de s'engager à éliminer tous les prix de référence

à l'importation qui seraient encore en vigueur au moment de l'accession et de ne pas en réintroduire qui ne seraient pas conformes aux Accords de l'OMC.

55. Le représentant de la Lituanie a déclaré que son pays n'appliquait actuellement de prix de référence à l'importation qu'aux produits pétroliers afin de combattre la fraude douanière. La Lituanie éliminerait tous les prix de référence à l'importation qui seraient encore en vigueur au moment de l'accession et n'en réintroduirait pas qui ne seraient pas conformes aux dispositions des Accords de l'OMC.

Evaluation en douane

56. La Lituanie a été priée de décrire en termes généraux sa réglementation concernant l'évaluation en douane et de remplir le questionnaire destiné aux Membres de l'OMC. La Lituanie ayant déclaré que la législation en vigueur ne reprenait pas toutes les dispositions du GATT de 1994, elle a été priée d'indiquer les dispositions qui n'avaient pas été reprises et de préciser les mesures envisagées pour inclure ces dispositions. Des membres du Groupe de travail ont relevé que la Résolution gouvernementale n° 281 du 28 février 1995 semblait autoriser les prix de référence pour les importations.

57. Le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 dont était saisi le Groupe de travail contenait des renseignements sur les procédures d'évaluation en douane suivant le mode de présentation requis (Renseignements relatifs à la mise en oeuvre et à l'administration de l'Accord sur l'évaluation en douane). Le représentant de la Lituanie a déclaré que les principes généraux relatifs à l'évaluation en douane étaient énoncés à l'article 10 de la Loi sur le tarif douanier (1993) et étaient mis en application par la Résolution gouvernementale n° 449 du 16 juin 1993. Ces instruments ne reprenaient pas la totalité des dispositions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994. Toutefois, le nouveau Code douanier, qui devait entrer en vigueur le 1er janvier 1998, reprenait textuellement les dispositions dudit accord relatives à l'évaluation en douane. Le règlement d'application du nouveau Code douanier s'inspirerait du règlement des Communautés européennes.

58. Le représentant de la Lituanie a confirmé que la Résolution gouvernementale n° 281 prévoyait *de jure* la possibilité d'appliquer des prix de référence, mais il a ajouté que ces dispositions n'avaient pas été appliquées. Le 25 juin 1996, la Lituanie avait approuvé la Résolution gouvernementale n° 751 sur l'évaluation en douane des prix pour les marchandises importées. En vertu de cette résolution, les ministères chargés des questions commerciales établissaient une liste de prix spéciale (système de contrôle des prix à l'entrée) qui était révisée tous les trois mois, pour certaines marchandises importées

afin de combattre la fraude douanière. Les prix de la liste spéciale étaient utilisés pour l'évaluation des droits et taxes lorsque l'importateur n'était pas en mesure de justifier une déclaration de valeur en douane inférieure ou de fournir des renseignements permettant d'utiliser les autres méthodes d'évaluation en douane (valeur non transactionnelle). La résolution prévoyait une exception, à savoir les produits pétroliers qui faisaient l'objet de prix minimaux à l'importation. La procédure établie d'évaluation en douane était suivie pour les marchandises qui ne figuraient pas sur la liste spéciale.

59. Un membre a exprimé sa préoccupation au sujet du système de contrôle des prix à l'entrée et a demandé à la Lituanie d'expliquer en détail pour quelle raison le système ne constituerait pas un système de prix minimaux, ajoutant que ledit système ne devrait plus être en place après l'accession de la Lituanie à l'OMC.

Autres formalités douanières

60. La Lituanie a été priée de décrire les mesures envisagées pour réduire les délais de dédouanement des marchandises, notamment pour simplifier et améliorer les procédures douanières. Un membre du Groupe de travail a relevé qu'il existait des règles d'origine communes pour l'application des accords de libre-échange et a demandé comment les règles d'origine étaient établies à des fins douanières.

61. Le représentant de la Lituanie a répondu que son pays suivait les travaux de l'Organisation mondiale des douanes et de l'OMC concernant un programme d'harmonisation pour les règles d'origine non préférentielles. Entre-temps, la Lituanie prenait en considération et mettait en oeuvre les résultats des négociations de l'OMC en vue de mettre en place un système transparent de règles d'origine non préférentielles, d'administrer ces règles d'origine d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable et de fonder ces règles d'origine sur une norme positive. Le chapitre V du nouveau Code douanier, qui devait entrer en vigueur le 1er janvier 1998, prévoyait le cadre d'application des règles d'origine non préférentielles (un exemplaire du Code douanier avait été communiqué au Secrétariat de l'OMC pour que les Membres de l'OMC puissent en prendre connaissance). Ces dispositions prévoyaient notamment que le pays déterminant l'origine d'une marchandise particulière était soit celui où la marchandise avait été entièrement obtenue, soit lorsque plus d'un pays intervenait dans la production de ladite marchandise, celui où la dernière transformation substantielle avait été effectuée.

62. Le nouveau Code douanier prévoyait aussi le cadre d'application des règles d'origine préférentielles. Des règles d'origine étaient établies dans le cadre des accords de libre-échange avec l'Union européenne, l'AELE, l'Estonie et la Lettonie. L'origine des marchandises était déterminée

conformément à des règles appliquées pour tous les produits. Une déclaration d'origine préférentielle, accompagnée d'une attestation délivrée par un expert indépendant, était faite par les fournisseurs de matières ou de produits conformément à la Résolution gouvernementale n° 110 du 24 février 1993.

63. Des procédures simplifiées avaient été établies dans les protocoles pertinents sur les règles d'origine des accords de libre-échange conclus par la Lituanie et elles étaient utilisées lorsque des certificats de circulation EUR.1 avaient été délivrés par les exportateurs agréés. Les procédures avaient également été simplifiées pour les importations en petites quantités et pour les produits importés fréquemment par le même négociant. Le Code douanier de 1996 renfermait des dispositions concernant l'application des procédures simplifiées. D'autres initiatives visant à simplifier les procédures en vigueur comprenaient la création d'un système d'informations douanières fondé sur le Système douanier automatisé (SYDONIA) de la CNUCED et l'établissement de services d'audit dans les services régionaux des douanes.

Inspection avec expédition

64. Le représentant de la Lituanie a indiqué que son pays ne recourait pas à des sociétés du secteur privé pour effectuer l'inspection avant expédition.

Régime antidumping, régime des droits compensateurs et régime des sauvegardes

65. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur l'état de la législation concernant les mesures antidumping, les droits compensateurs et les mesures de sauvegarde et leur conformité avec les disciplines de l'OMC. Un membre a rappelé à la Lituanie que faute de la législation requise, la Lituanie ne serait pas en mesure de recourir à ces mécanismes de protection temporaires autorisés par l'OMC.

66. Le représentant de la Lituanie a répondu que son pays envisageait l'élaboration d'une législation sur les mesures antidumping et compensatoires. La nouvelle Loi sur le tarif douanier qui était en cours d'élaboration renfermerait des dispositions sur les droits antidumping et les droits compensateurs qui seraient pleinement conformes aux prescriptions de l'OMC. La Lituanie envisageait également l'élaboration d'une législation sur les mesures de sauvegarde. Le représentant de la Lituanie a dit que si son pays adoptait des régimes de ce genre, ils seraient mis en oeuvre conformément aux prescriptions de l'OMC, mais il a ajouté que ces régimes ne seraient peut-être pas en place au moment de l'accession de la Lituanie à l'OMC.

67. Le représentant de la Lituanie a déclaré que toute législation en vigueur au moment de l'accession ou postérieurement prévoyant l'application de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping ou de droits compensateurs serait conforme aux dispositions des Accords de l'OMC sur les sauvegardes, sur les mesures antidumping, et sur les subventions et les mesures compensatoires. Faute de textes législatifs autorisant ces mesures au moment de l'accession, la Lituanie n'appliquerait pas de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping ou de droits compensateurs tant qu'une législation conforme aux dispositions desdits accords de l'OMC n'aurait pas été mise en application.

2) Réglementation des exportations

Droits de douane, redevances et impositions pour services rendus, application de taxes intérieures aux exportations

68. Des membres du Groupe de travail ont noté que la Lituanie avait appliqué des droits d'exportation sur certains produits et ont demandé des précisions à cet égard. Un membre a demandé à la Lituanie de consolider ses droits d'exportation à zéro.

69. Le représentant de la Lituanie a répondu que des droits d'exportation allant de 15 à 50 pour cent avaient été imposés temporairement sur certaines matières premières présentant de l'importance pour l'industrie locale. Tous ces droits d'exportation avaient été abolis en octobre 1994 par la Résolution gouvernementale n° 985. Toutefois, la Lituanie imposait certains droits d'exportation sur une base bilatérale - sur les peaux et le bois d'oeuvre de chêne et de frêne - dans le cadre des accords de libre-échange avec l'Estonie, la Lettonie et l'Union européenne. Les exportations de ces produits étaient interdites au moment de la conclusion des accords de libre-échange et la mise en place de droits d'exportation (sur une base bilatérale) avait donc été une étape vers la libéralisation des échanges. A compter du 1er juillet 1996, la Résolution gouvernementale n° 716 avait levé les prohibitions à l'exportation de certaines matières premières présentant de l'intérêt pour l'industrie nationale et les avait remplacées par des droits à l'exportation de 60 pour cent appliqués sur une base NPF. [Les produits actuellement assujettis à des droits d'exportation sont énumérés au tableau 4.] Les droits d'exportation appliqués sur une base bilatérale demeuraient en vigueur parce qu'ils étaient légèrement inférieurs aux droits établis par la Résolution gouvernementale n° 716. Le représentant de la Lituanie a confirmé que tout changement au régime des droits d'exportation serait publié au Journal officiel.

70. Le représentant de la Lituanie a dit que l'application de taxes d'exportation serait conforme aux normes de l'OMC et que toutes taxes de ce genre en vigueur au moment de l'accession figureraient

dans le rapport du Groupe de travail et qu'après l'accession l'application éventuelle de pareilles mesures serait notifiée de cette façon à l'OMC et publiée au Journal officiel.

Restrictions à l'exportation

71. Des membres du Groupe de travail ont noté que la Lituanie imposait des restrictions à l'exportation de diverses marchandises. La Lituanie a été priée de préciser les mesures appliquées, les produits visés et les raisons de ces mesures, et d'indiquer si elle envisageait d'utiliser des restrictions à l'exportation à l'avenir. Un membre a noté que la Lituanie avait l'intention de remplacer les prohibitions actuelles à l'exportation par des droits d'exportation et il lui a demandé de préciser quand ce changement aurait lieu et de s'engager à réduire progressivement puis à éliminer les droits d'exportation conformément à un calendrier négocié.

72. Le représentant de la Lituanie a répondu que toutes les interdictions à l'exportation avaient été abolies par la Résolution gouvernementale n° 716 du 18 juin 1996 et avaient été remplacées par des droits d'exportation.

73. Des licences étaient requises pour l'exportation d'alcool éthylique, de métaux et d'alliages, de déchets et de débris de métaux, et d'objets ayant une valeur culturelle (fabriqués avant 1950). Des licences étaient également requises pour l'exportation de stupéfiants et de substances très actives ou toxiques (non utilisés à des fins pharmaceutiques), de produits pétroliers et de bois brut. La Loi sur le contrôle de l'importation, du transit et de l'exportation des produits et technologies stratégiques, qui devait entrer en vigueur le 1er juillet 1997, prescrivait la délivrance de licences par le Ministère de l'économie pour les exportations de produits, de technologies et de logiciels à double usage. A titre de mesure temporaire en 1995, maintenue en 1996, le gouvernement avait imposé certaines restrictions à l'exportation en période de pénurie de céréales, de farines et d'aliments composés pour animaux. A l'avenir, les contingents à l'exportation des produits agricoles ne seraient que des mesures temporaires appliquées dans des situations d'urgence. La réglementation des exportations d'alcool éthylique était liée au recouvrement des impôts et était destinée à décourager la production de boissons alcooliques de contrefaçon.

Subventions à l'exportation

74. Des membres du Groupe de travail ont demandé quelles mesures la Lituanie prenait pour encourager les exportations. Un membre a noté que la Lituanie maintenait des subventions liées à l'exportation de produits industriels qui seraient notifiées à l'OMC.

75. Le représentant de la Lituanie a répondu que le gouvernement avait adopté une résolution sur les mesures destinées à améliorer la réglementation du commerce extérieur et le développement des exportations en janvier 1995. Cette résolution portait sur l'élaboration de textes législatifs, la promotion et le financement des exportations, la gestion des renseignements commerciaux et la formation de spécialistes en matière d'exportation. La Lituanie avait également adopté un programme national pour la mise en oeuvre des principes directeurs du commerce extérieur lituanien pour 1996-1998. Le programme comportait la mise en oeuvre d'un programme d'exportation élaboré par l'Agence lituanienne de promotion des exportations, la création de fonds de garantie et de soutien des exportations et la mise en place d'un système d'assurance-crédit fondé sur la Loi sur l'assurance-crédit (qui n'avait pas encore été élaborée). L'objectif de l'Agence lituanienne de promotion des exportations, qui avait été créée à la fin de 1995, était de promouvoir les exportations de marchandises lituaniennes et la demande de services lituaniens. Ses principales fonctions consistaient à analyser et à fournir des informations aux exportateurs et aux fournisseurs de services lituaniens sur la situation des marchés étrangers; à établir des bureaux de représentation commerciale à l'étranger; à élaborer, à mettre en oeuvre et à suivre les programmes de développement commercial afin d'assurer leur conformité avec les règles de l'OMC; à étudier les questions touchant aux activités commerciales et à formuler des recommandations aux autorités lituaniennes; à consulter les institutions d'Etat, les institutions publiques et privées sur les questions de commerce extérieur; et à dispenser une formation aux milieux d'affaires s'occupant de commerce extérieur en Lituanie. Le Fonds de soutien des exportations de la Lituanie avait été approuvé par la Résolution gouvernementale n° 939 du 5 août 1996. Le Fonds accordait des prêts aux entreprises qui produisaient des biens se prêtant à l'exportation (jusqu'à concurrence de 80 pour cent de la valeur du projet concerné) ainsi que pour les projets qui se traduisaient par la création d'emplois ou le maintien des emplois existants. Le Fonds pouvait aussi rembourser partiellement aux exportateurs les intérêts des prêts qu'ils avaient contractés auprès de banques commerciales. En outre, le Fonds finançait des foires commerciales et des campagnes de publicité pour les produits lituaniens. Dans l'élaboration d'un modèle de système d'assurance-crédit à l'exportation, la Lituanie tenait compte des recommandations de l'OCDE. Le représentant de la Lituanie a confirmé en outre que si un système d'assurance-crédit à l'exportation était mis en place en Lituanie, il fonctionnerait d'une manière conforme aux prescriptions de l'OMC.

76. Les marchandises exportées, à l'exception des quelques produits énumérés au tableau 4, étaient exonérées de droits de douane et de TVA. Le nouveau Code douanier, qui devait entrer en vigueur le 1er janvier 1998, prévoyait un cadre pour la mise en oeuvre d'un système de ristourne de droits.

3) Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises

Politique industrielle, y compris les subventions

77. Notant que la Lituanie envisageait de restructurer son secteur industriel et d'encourager le développement des secteurs prioritaires, des membres du Groupe de travail ont demandé quelles mesures de soutien elle envisageait de prendre à cet égard. Un membre a demandé des renseignements sur la structure future du secteur énergétique.

78. Le représentant de la Lituanie a estimé qu'il faudrait environ six ans pour restructurer le secteur industriel lituanien. Les industries visées étaient les suivantes: transformation du bois; lin; transformation des peaux et pelleteries; production de matériaux de construction; machines agricoles; énergies nouvelles; traitement des déchets; fabrication de médicaments et de matériel médical. Les entreprises susceptibles de devenir compétitives dans ces secteurs avaient été déterminées au moyen d'indicateurs tels que le volume actuel de leurs exportations. Le financement public était limité et aucune subvention n'était accordée pour la promotion de secteurs d'activité particuliers. Les mesures de restructuration et de promotion étaient donc centrées sur l'amélioration générale du contexte juridique et économique. Ces mesures comprenaient notamment des garanties financières accordées par le gouvernement, des exonérations fiscales temporaires et une assistance technique étrangère. Les aides étaient subordonnées à la présentation par les entreprises de plans d'activité soigneusement élaborés.

79. La production d'énergie à partir des ressources locales, y compris d'énergie nucléaire, assurait environ 43 pour cent des besoins énergétiques de la Lituanie en 1995. Cette proportion devrait atteindre environ 50 pour cent d'ici à 2005 grâce à l'accroissement de la production nationale de produits pétroliers et d'énergie nucléaire. Les fournisseurs d'énergie avaient reçu des subventions en 1995 pour compenser les faibles tarifs facturés aux particuliers.

Obstacles techniques au commerce, mesures sanitaires et phytosanitaires

Normes et certification

80. Les questions posées par les membres du Groupe de travail ont porté principalement sur la participation de la Lituanie aux institutions internationales de normalisation, l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC), la distinction entre normes facultatives et obligatoires et les procédures de certification et d'évaluation de la qualité, y compris la reconnaissance des certificats délivrés par des organismes étrangers. La Lituanie a été priée de remplir le questionnaire concernant les obstacles techniques au commerce. Un Membre a relevé qu'un certain nombre de textes législatifs essentiels pour la mise en place du régime de normes de la Lituanie étaient encore en cours d'élaboration et il a exprimé l'espoir que la Lituanie adopterait l'ensemble des textes législatifs nécessaires pour mettre pleinement en application toutes les obligations découlant de l'Accord OTC avant la date d'accession.

81. Le représentant de la Lituanie avait fourni des renseignements suivant le mode de présentation requis dans le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 sous la rubrique "Renseignements relatifs aux obstacles techniques au commerce". La Lituanie se trouvait dans une période de transition où les normes obligatoires (GOST) établies dans le cadre du système de l'ex-URSS étaient remplacées par un nouveau système de normes facultatives et de règlements techniques obligatoires. La Lituanie était devenue membre de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), de la Commission électrotechnique internationale (CEI), de l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML) et du Comité européen des normes (CEN). Un programme à long terme (1996-1999) avait été élaboré en vue d'aligner les normes et les procédures d'évaluation de la conformité sur les normes internationales et celles de l'UE. Les projets de normes étaient mis au point par les comités techniques du Bureau lituanien de normalisation.

82. Le représentant de la Lituanie a indiqué que des travaux étaient en cours afin de mettre les règlements techniques en conformité avec l'Accord OTC de l'OMC. La Lituanie avait établi un Centre d'information au sein du Bureau lituanien de normalisation en novembre 1996. Ce Centre faisait notamment fonction de point d'information conformément à l'Accord OTC de l'OMC. Le Bureau lituanien de normalisation avait l'intention de publier des informations sur les projets de règlements techniques, de normes et de procédures d'évaluation de la conformité dans son bulletin périodique. La Lituanie adopterait des dispositions permettant aux étrangers de présenter leurs observations sur les règlements techniques qui n'étaient pas conformes aux normes internationales. Il était prévu d'adopter

le Code de pratique et de suivre les prescriptions de notification pour les normes facultatives comme requis à l'annexe 3 de l'Accord OTC de l'OMC.

83. Le système lituanien de certification reposait sur des documents normatifs établis suivant les lignes directrices ISO/CEI, principalement le Guide 28 ISO/CASCO. Le principe de l'égalité de traitement était appliqué aux produits d'origine nationale et aux produits importés. Les organismes lituaniens de certification pouvaient reconnaître les certificats délivrés par des organismes étrangers conformément aux procédures pertinentes. Des organismes de certification avaient été établis pour la certification obligatoire des appareils électriques (Centre de certification de la production électrotechnique à Vilnius) et des équipements électroniques à usage général (Centre d'Etat pour la certification des équipements médicaux et électroniques "SERTIKA" à Kaunas).

84. Les certificats étrangers pour les produits pétroliers importés devaient correspondre aux indicateurs de qualité obligatoires approuvés par le Bureau lituanien de normalisation. La Résolution gouvernementale n° 883 (du 29 novembre 1993) sur l'approbation des règles de circulation énonçait les prescriptions en matière d'inspection technique des véhicules importés. Tous les produits pharmaceutiques devaient être enregistrés avant d'être vendus en Lituanie. Certains autres produits non alimentaires étaient assujettis à des prescriptions de vérification en vertu de la Résolution gouvernementale n° 53/89 du 31 août 1994. La réglementation concernant le marquage avait été établie par l'Arrêté n° 42/25/107 du 23 février 1995. Le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 décrivait les autres prescriptions techniques.

85. La Lituanie avait signé des accords de reconnaissance mutuelle des rapports d'essais et des certificats de conformité avec la Pologne, la Slovaquie, le Bélarus, la Russie et l'Ukraine; des accords étaient en négociation avec la République tchèque, la Roumanie et la Bulgarie. Des accords de coopération en matière d'accréditation entre les organismes correspondants de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie avaient également été signés. La Lituanie reconnaissait les certificats délivrés par des pays étrangers après leur enregistrement par les organismes compétents de certification des produits en Lituanie.

86. Le représentant de la Lituanie a déclaré que, lors de l'accession à l'OMC, son pays respecterait toutes les dispositions pertinentes des instruments de l'OMC, y compris l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. En particulier, la Lituanie veillerait à ce que ses règlements techniques, normes, prescriptions en matière de certification et d'étiquetage ne soient pas appliqués de manière

arbitraire aux importations, d'une façon qui constituerait une discrimination entre les pays fournisseurs où s'appliquaient les mêmes conditions ou une restriction déguisée au commerce international.

Mesures sanitaires et phytosanitaires

87. Des membres du Groupe de travail ont posé des questions sur la participation de la Lituanie aux organismes internationaux de normalisation, les mesures prises en vue de mettre en oeuvre l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) et les prescriptions concernant des produits spécifiques. Un Membre a souligné qu'en vertu de l'article 5 de l'Accord SPS de l'OMC, la Lituanie était tenue de procéder à une évaluation des risques. Un membre a exprimé l'espoir que la Lituanie établirait son point d'information SPS et adopterait tous les textes législatifs nécessaires pour mettre pleinement en oeuvre l'ensemble des obligations découlant de l'Accord SPS d'ici à la date de son accession à l'OMC.

88. Le représentant de la Lituanie a déclaré que son pays avait renouvelé son adhésion à l'Organisation internationale des épizooties (OIE) en 1992 et appliquait les prescriptions de la Commission du Codex Alimentarius et de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP). La Lituanie s'employait à mettre ses mesures sanitaires et phytosanitaires en conformité avec les prescriptions de l'OMC. Des procédures d'avis au public et de présentation d'observations seraient établies pour toutes les mesures sanitaires et phytosanitaires. Le représentant de la Lituanie a fourni des renseignements sur les prescriptions spécifiques de son pays concernant les semences, les engrais, les pesticides, la santé des animaux et la préservation des végétaux, les aliments pour animaux, la protection des obtentions végétales, les fruits et les baies, les additifs alimentaires et les contaminants, les normes d'emballage et d'étiquetage, ainsi que l'inspection de la viande, des produits laitiers, des oeufs et des produits à base d'oeufs.

89. Dans l'annexe I au document WT/ACC/LTU/10, le représentant de la Lituanie avait fourni des "informations concernant les progrès accomplis par la Lituanie dans la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires". Ces informations énuméraient les institutions chargées de l'application des mesures SPS, ainsi que les textes législatifs et réglementaires relatifs aux denrées alimentaires et à l'innocuité des aliments, aux produits agricoles non transformés, à la santé animale et à la protection phytosanitaire, ainsi que les plans visant à reconnaître l'équivalence des réglementations SPS du pays exportateur et à mettre en oeuvre des dispositions concernant la transparence.

90. Les produits alimentaires importés devaient passer la frontière à des postes de douane équipés pour en assurer le contrôle. Le Ministère de la santé avait approuvé une liste de produits alimentaires assujettis à un contrôle de la qualité et nécessitant pour être importés des certificats phytosanitaires, vétérinaires ou sanitaires et des certificats de qualité. Les produits figurant sur cette liste étaient énumérés dans le document WT/ACC/LTU/7, page 64.

91. S'agissant de la mise en oeuvre des dispositions des Accords de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, le représentant de la Lituanie a dit que les points d'information et les mécanismes de notification requis en vertu des Accords OTC et SPS ne seraient peut-être pas encore pleinement opérationnels au moment de l'accession de la Lituanie à l'OMC.

Mesures concernant les investissements et liées au commerce

92. Des membres du Groupe de travail ont demandé à la Lituanie quelles étaient ses intentions quant à la notification des mesures concernant les investissements et liées au commerce.

93. Le représentant de la Lituanie a répondu que son gouvernement avait examiné avec attention les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC), y compris l'annexe dudit accord et avait conclu que la Lituanie n'appliquait pas de mesures incompatibles avec l'Accord sur les MIC. Son gouvernement appliquait le principe du traitement national et ne recourait pas aux prescriptions de résultat qui pouvaient affecter le commerce.

Entités commerciales d'Etat

94. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la part qu'occupait le commerce d'Etat dans l'ensemble des échanges commerciaux lituaniens. La Lituanie a été priée de remplir le questionnaire sur le commerce d'Etat et d'indiquer ses intentions concernant la notification des entreprises commerciales d'Etat au titre de l'article XVII. Des questions spécifiques ont été posées au sujet des mesures affectant l'importation d'alcool et de sucre. Un membre a dit qu'il croyait savoir que la Lituanie utilisait des licences pour autoriser le commerce jusqu'à un certain point et il a ajouté que la Lituanie devrait notifier les entreprises en question au titre de l'article XVII du GATT de 1994 dans les secteurs où les licences étaient restreintes de manière arbitraire ou faisaient fonction de restrictions quantitatives.

95. Le représentant de la Lituanie avait présenté les informations requises sur le commerce d'Etat dans le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 dont le Groupe de travail était saisi. La Loi sur le commerce adoptée en janvier 1995 autorisait l'établissement de monopoles d'Etat dans n'importe quel secteur en cas d'urgence (guerre, catastrophes naturelles, etc.) et à des fins de protection de la santé et de la sécurité. Le représentant de la Lituanie considérait que ces mesures étaient compatibles avec les dispositions des articles XX et XXI du GATT de 1994. La Lituanie s'était dotée d'une base juridique pour instituer un monopole d'Etat sur les produits alcooliques en cas de force majeure (guerre, famine et catastrophes naturelles), mesure qui, à son avis, pouvait se justifier au titre de l'article XX b) et d). La production de boissons à forte teneur en alcool était réservée à la société d'Etat "Lietuviskas Midus". Le représentant de la Lituanie a souligné que l'alcool produit dans le pays était assujéti à la même réglementation que les produits importés. Les entreprises d'Etat bénéficiaient de droits exclusifs concernant le commerce des matières et déchets nucléaires, et certains fournisseurs d'énergie étaient des monopoles naturels en Lituanie. Le représentant de la Lituanie a ajouté qu'aucun produit agricole n'entrait dans le commerce d'Etat.

Zones franches, zones économiques spéciales

96. Un membre du Groupe de travail a demandé des renseignements sur l'établissement et le fonctionnement des zones franches en Lituanie. Une question a également été posée au sujet des critères d'implantation des sociétés dans ces zones et des prescriptions éventuelles liant le traitement préférentiel et les résultats à l'exportation. La Lituanie a été priée aussi de préciser si la production provenant de ces zones et vendue dans le reste de la Lituanie serait assujéti aux droits de douane et taxes applicables à toutes les autres importations.

97. Le représentant de la Lituanie a répondu que la Loi sur les zones franches avait été adoptée en juin 1995. Chaque zone serait créée par une loi distincte. Certaines activités y seraient interdites, notamment la production, l'entreposage et la vente d'armes, de munitions, d'explosifs, de matières dangereuses et radioactives, de stupéfiants et substances toxiques; la fabrication de tabac, de boissons alcooliques, de titres, de monnaie et de timbres postaux; la radiodiffusion et la télédiffusion; les hôpitaux; les maisons de jeux; et l'organisation de loteries. Des licences seraient requises pour mener des activités soumises à autorisation (voir "Régime d'investissement") en Lituanie. Les entreprises installées dans une zone franche seraient exonérées de droits de douane, de droits d'accise et de TVA, mais elles seraient assujétiées à l'impôt sur les bénéfices, aux charges sociales (y compris les cotisations d'assurance sociale), à l'impôt sur la location de terrains, au droit de timbre, à l'impôt sur les ressources naturelles et à l'impôt sur la pollution (modification de la Loi sur les zones franches du 2 avril 1996).

Des exonérations fiscales seraient accordées aux investissements étrangers dépassant 2 millions de dollars EU (représentant plus de 30 pour cent des fonds propres de l'entreprise), les dividendes seraient exonérés d'impôt et les revenus pourraient être transférés à l'étranger sans restriction.

98. Le gouvernement organiserait un appel d'offres pour choisir la société ou le groupe de sociétés chargés d'administrer la zone, puis un autre appel d'offres pour choisir les sociétés opérant dans la zone. Les sociétés tant étrangères que lituaniennes pourraient participer à ces appels d'offres, à condition d'avoir préparé un projet d'entreprise, y compris des estimations des projets d'investissement dans l'infrastructure de la zone. Les sociétés opérant dans la zone devraient se faire inscrire en tant qu'entreprises conformément à la législation lituanienne et l'inscription devrait être dûment consignée par la société administrant la zone. Les sociétés ne seraient pas tenues d'exporter une partie ou la totalité de leur production pour avoir accès aux zones franches lituaniennes.

99. Le représentant de la Lituanie a confirmé que les zones franches et les zones économiques spéciales seraient pleinement couvertes par les engagements souscrits dans le Protocole d'accession et que la Lituanie veillerait au respect de ses obligations contractées dans le cadre de l'OMC dans ces zones, notamment des engagements découlant de l'Accord sur les ADPIC. Il a également confirmé que, lorsque les marchandises produites ou importées dans ces zones au bénéfice du régime tarifaire et fiscal spécial existant dans ces zones entreraient dans le reste de la Lituanie, le régime normal de formalités douanières, de droits de douane et de taxes serait appliqué.

Marchés publics

100. Des membres du Groupe de travail ont demandé quel était l'état de la législation lituanienne sur les marchés publics et quelles étaient les intentions de la Lituanie concernant l'adhésion à l'Accord commercial plurilatéral sur les marchés publics.

101. Le représentant de la Lituanie a répondu que la Loi sur les marchés publics, conforme aux prescriptions de l'OMC, était entrée en vigueur le 1er janvier 1997. En application de cette loi, le gouvernement était en train d'élaborer une décision selon laquelle la préférence serait donnée aux biens, travaux et services produits, effectués ou fournis par des entreprises enregistrées en Lituanie, lorsque leur fourniture était importante pour l'Etat pour des raisons économiques ou sociales. Cette décision serait adoptée dans le respect des obligations de la Lituanie découlant d'accords internationaux.

Transit

102. Observant qu'un dépôt de garantie était exigé pour les marchandises en transit, des membres du Groupe de travail ont demandé comment le montant de ce dépôt était calculé et s'il était plafonné.

103. Le représentant de la Lituanie a répondu que le dépôt de garantie équivalait en règle générale au montant des droits et des taxes prélevés sur les marchandises importées. Le montant jugé suffisant pouvait être fixé à un niveau plus élevé si la valeur en douane ou la classification tarifaire des marchandises en transit ne pouvait pas être déterminée avec certitude.

104. Le représentant de la Lituanie a ajouté que les Premiers Ministres des Etats baltes avaient signé en 1995 une résolution en vue de créer un système de transit balte ("Via Baltica") qui faciliterait et simplifierait les formalités de transit des marchandises entre les Etats baltes. Le système serait fondé sur les conventions CE-AELE relatives au document administratif unique (DAU) et à la procédure commune de transit (1987) et pourrait préparer la voie à l'accession à ces conventions.

Politique agricole

[Informations sur le soutien interne et les subventions à l'exportation diffusées dans le document WT/ACC/SPEC/LTU/2 du 30 juillet 1996.]

105. Des membres du Groupe de travail ont demandé à la Lituanie de donner un aperçu général des grandes orientations de sa politique agricole. Des questions précises ont été posées concernant les droits de douane sur les produits agricoles, l'application de prix d'achat recommandés pour certains produits, les mesures de soutien direct et indirect, les subventions à l'exportation, et les mesures concernant le secteur du sucre. La Lituanie a été priée de fournir des renseignements sur le soutien interne et les subventions à l'exportation dans l'agriculture, en suivant le modèle de présentation du document WT/ACC/4. Un membre a relevé que la Lituanie avait mis en oeuvre tout récemment des programmes de soutien interne et de subventions à l'exportation et il s'est demandé pourquoi la Lituanie avait mis en oeuvre des programmes contraires aux dispositions des instruments de l'OMC après avoir décidé de devenir Membre de l'Organisation.

106. Le représentant de la Lituanie a déclaré que le secteur agricole revêtait une importance économique et sociale exceptionnelle pour la Lituanie. Un tiers de la population lituanienne vivait dans les régions rurales et la production de produits agricoles primaires fournissait du travail à 23 pour

cent de la population active occupée en Lituanie. La production laitière était l'une des activités économiques les plus importantes en Lituanie. Cependant, la production agricole pâtissait d'une infrastructure agricole et commerciale inefficace et de faible dimension. Les prix de la plupart des produits agricoles primaires sur le marché intérieur étaient inférieurs à ceux du marché mondial, mais les prix des produits finals étaient quelquefois égaux ou supérieurs aux prix mondiaux. Le gouvernement avait pour objectif de créer un secteur agricole compétitif et une économie rurale viable tout en réduisant au minimum les conséquences sociales et économiques préjudiciables pendant la période de transition. La moyenne tarifaire pour les principales denrées alimentaires (lait, produits laitiers, beurre, oeufs, saucisses et saucissons et sucre) était de 27,5 pour cent. Actuellement, la Lituanie n'avait pas de régime antidumping, mais elle envisageait d'appliquer des mesures à la frontière conformes aux prescriptions de l'OMC contre les importations faisant l'objet d'un dumping.

107. Des membres se sont déclarés particulièrement préoccupés par les subventions accordées sous forme d'achats de produits agricoles par le gouvernement à des prix "recommandés". Le représentant de la Lituanie a expliqué que les agriculteurs étaient soutenus grâce au mécanisme de prix d'achat minimaux (recommandés) pour le blé, le lin, le colza, les légumineuses fourragères, le porc, le lait et le bétail de qualité supérieure. Les produits visés par le programme de prix minimaux pouvaient être augmentés dans des situations extrêmes. Les prix étaient calculés en fonction des coûts moyens de production en Lituanie et de la situation du marché dans les pays voisins. Les subventions étaient versées aux agriculteurs par l'intermédiaire des entreprises de transformation afin de réduire les formalités administratives. Les subventions étaient accordées dans le cadre du Programme national de développement agricole et du Fonds de soutien agricole, créé en 1994 par la fusion de divers fonds tels que le Fonds d'ensemencement. Le gouvernement élaborait actuellement un amendement au mécanisme de subventionnement de l'agriculture. Parmi les types d'aide, on pouvait citer aussi les crédits à des conditions de faveur et les prêts préférentiels (à 5 pour cent d'intérêt annuel) accordés aux agriculteurs, l'appui aux intermédiaires commerciaux et aux prestataires de services, les ristournes sur les machines agricoles, l'appui aux efforts de coopération entre agriculteurs et à l'agriculture écologique, et des indemnités en cas d'accidents et de catastrophes naturelles. L'Etat offrait également un soutien indirect en finançant des travaux de mise en valeur des terres, le chaulage des sols, la construction de routes et autres infrastructures, l'élevage ainsi que la recherche et la formation agricoles. Les allègements fiscaux dans le secteur comprenaient l'exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et des exonérations fiscales temporaires sur les terres mises en culture. Le gouvernement encourageait aussi la diversification dans les zones rurales ainsi que le reboisement.

108. Un membre a noté que la Lituanie subventionnait les exportations de certains produits agricoles et a demandé à la Lituanie de consolider ses subventions à l'exportation au taux zéro et d'utiliser d'autres formes de soutien du secteur agricole ayant moins d'effets de distorsion. Le représentant de la Lituanie a expliqué que les subventions à l'exportation étaient accordées pour l'entreposage de la production excédentaire et l'amélioration des conditions de commercialisation. En 1995, des subventions à l'exportation avaient été accordées pour la viande de boeuf et de porc, le beurre, le fromage et le lait concentré pour un total de 27,8 millions de litas. La Lituanie subventionnerait également en 1996 les exportations de viande de porc et de produits laitiers et elle envisageait de continuer à appliquer ces subventions à l'avenir, en particulier en cas de situations extrêmes du marché.

109. Des membres ont posé des questions précises sur les mesures touchant le secteur du sucre, en particulier l'adoption éventuelle de prix de référence et l'ouverture de contingents tarifaires pour les entreprises lituaniennes de transformation. Il a été rappelé à la Lituanie que l'article VII du GATT de 1994 et l'Accord de l'OMC sur l'agriculture prohibaient le recours à des prix de référence.

110. Le représentant de la Lituanie a indiqué que les sucres du n° 1701 du SH étaient protégés par des droits de douane de 35 pour cent *ad valorem* (minimum 0,75 litas par kg), les autres sucres (n° 1702.03, 1702.40, 1702.90 du SH) par des droits de douane de 35 pour cent et les sucreries (n° 1704.10.11 à 1704.90.51, 1704.90.61 à 1704.90.99 du SH) par des droits de douane de 25 à 30 pour cent, et les entreprises de transformation bénéficiaient de crédits saisonniers à des conditions de faveur. Des importations pouvaient également avoir lieu dans le cadre des contingents tarifaires, mais les entreprises de transformation devaient d'abord épuiser les réserves de sucre d'origine nationale. Le contingent à droits nuls était réparti par consensus entre les quatre raffineries lituaniennes de sucre. Les producteurs de sucre avaient aussi bénéficié de dérogations aux dispositions de la Loi sur la concurrence afin de créer une association de producteurs. La Lituanie avait l'intention de libéraliser le régime du sucre lorsque la production aurait suffisamment augmenté pour répondre à la demande intérieure.

111. Le représentant de la Lituanie a déclaré que son pays avait l'intention de supprimer les dispositions relatives aux prix de référence à l'importation dans la Loi sur le sucre au plus tard à la date de son accession à l'OMC.

[A compléter]

Régime commercial de la propriété intellectuelle

112. Des membres du Groupe de travail ont demandé à la Lituanie de décrire son système de protection de la propriété intellectuelle à la lumière de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et d'indiquer les domaines qui feraient l'objet d'une législation nouvelle ou révisée. Un membre a relevé que le régime lituanien des droits de propriété intellectuelle était encore en cours d'élaboration et que le régime actuel ne satisfaisait pas à toutes les prescriptions de l'OMC, et il a demandé à la Lituanie d'accélérer le processus législatif afin d'assurer la pleine application de l'Accord sur les ADPIC au moment de son accession à l'OMC.

113. A l'annexe I du document WT/ACC/LTU/7, la Lituanie avait présenté une note concernant les ADPIC. En réponse à des questions précises, le représentant de la Lituanie a déclaré que la législation nationale - notamment les lois sur les brevets, les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et les marques de services, ainsi que la Loi sur la concurrence, le Code pénal et les dispositions pertinentes du Code civil - était dans l'ensemble conforme aux dispositions fondamentales de l'Accord sur les ADPIC. La législation lituanienne sur la propriété intellectuelle ne comportait pas d'exceptions au principe du traitement national ou NPF. La Lituanie ne faisait pas usage des possibilités prévues à l'article 6 de la Convention de Berne ou au paragraphe 1 b) de l'article 16 de la Convention de Paris et n'appliquait pas de mesures exceptionnelles conformément à l'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC.

114. La Lituanie était devenue membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en 1992 et elle était devenue partie à la Convention de Paris en 1994. Le 17 septembre 1996, le Parlement lituanien avait ratifié l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques du 15 juin 1957. Dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes, la Lituanie était devenue partie à la Convention de Berne en 1994 et elle envisageait de devenir partie aux Conventions de Genève et de Rome en 1997. La Lituanie avait également conclu des accords internationaux en matière de protection intellectuelle avec le Danemark, les Etats-Unis, la Norvège, la Suisse et l'Organisation européenne des brevets et elle avait accédé au Traité multilatéral sur le droit des marques.

115. En mai 1994, le Parlement avait adopté la Loi portant modification et complément du Code civil qui portait sur le droit d'auteur (chapitre 4) et les droits voisins (chapitre 5). Les auteurs, les artistes et les créateurs avaient fondé l'Association lituanienne de protection du droit d'auteur qui concluait des accords avec des organismes similaires d'autres pays. Les organismes de radiodiffusion

jouissaient du droit d'auteur sur les programmes de radio et de télévision en vertu de l'article 526 4) du Code civil. La législation lituanienne ne prévoyait pas de régime de licences obligatoires pour les oeuvres et les enregistrements sonores. La législation en vigueur ne prévoyait pas de droits de location pour les oeuvres cinématographiques, les programmes d'ordinateur ou les enregistrements sonores, mais la Lituanie avait l'intention de modifier le Code civil pour y introduire ces droits de location avant décembre 1996. Le Code civil modifié renfermerait aussi des dispositions plus détaillées sur les exceptions et la limitation des droits exclusifs conformément aux articles 13, 30 et 31 de l'Accord sur les ADPIC.

116. La Lituanie considérait que les exceptions prévues dans sa législation aux droits conférés par une marque de fabrique ou de commerce étaient conformes à l'article 17 de l'Accord sur les ADPIC. Les indications géographiques étaient protégées en vertu de l'article 7 et d'autres dispositions de la Loi sur la concurrence actuellement en vigueur. Cependant, le Parlement devait adopter une nouvelle loi sur la concurrence en 1997. Le représentant de la Lituanie a dit que le projet de nouvelle loi renfermait des dispositions concernant l'utilisation des indications géographiques qui étaient pleinement conformes aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC.

117. Le représentant de la Lituanie a dit qu'il semblait nécessaire de modifier la Loi sur les brevets pour y inclure les dispositions de l'Accord sur les ADPIC et de la Convention de Paris concernant les licences obligatoires pour les inventions brevetées. Les différends concernant l'exploitation ou la non-exploitation d'un brevet pouvaient être réglés par la justice. En général, l'importation d'un produit breveté devrait être considérée comme équivalant à l'utilisation d'un brevet.

118. La Lituanie était en train d'élaborer une loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés. La Loi sur la protection juridique des programmes d'ordinateur et des bases de données et la Loi sur la protection des obtentions végétales et la production de semences avaient été adoptées en 1996. Cette dernière assurait la protection de toutes les obtentions végétales enregistrées en Lituanie et garantissait les droits des propriétaires des obtentions. La Lituanie n'était pas membre de l'Union internationale pour la protection d'obtentions végétales (UPOV) et ne le serait pas tant que les variétés des obtenteurs lituaniens ne seraient pas reconnues et enregistrées dans les pays d'Europe occidentale.

119. Les atteintes aux droits de propriété intellectuelle étaient poursuivies au civil sauf si l'atteinte était considérée comme un délit pénal. Les procédures applicables figuraient dans le Code civil et le Code de procédure civile de la République de Lituanie. Les lois sur les marques de fabrique ou

de commerce, les brevets, et les dessins et modèles industriels renfermaient des dispositions spécifiques concernant le droit des titulaires de mettre fin aux infractions et de réclamer une indemnisation; les voies de recours contre les atteintes au droit d'auteur et aux droits connexes étaient prévues dans le Code civil et le Code pénal.

Politiques affectant le commerce des services

[Référence à la liste en annexe à l'AGCS. Offre d'engagements initiaux reproduite dans le document WT/ACC/SPEC/LTU/1 du 30 juillet 1996.]

120. Des membres du Groupe de travail ont relevé qu'un certain nombre d'activités, notamment dans le secteur des services, étaient soumises au régime de licences en Lituanie et ils ont demandé des renseignements sur la réglementation applicable. La Lituanie a été invitée à fournir aux membres du Groupe de travail des informations à jour sur l'élaboration des lois et règlements régissant le commerce des services et les mesures prises pour assurer la conformité de ces lois et règlements avec les principes de l'AGCS. Les questions ont porté en particulier sur les conditions régissant la fourniture de services financiers en Lituanie.

121. Le représentant de la Lituanie avait fourni au Groupe de travail un Aide-mémoire distinct concernant le régime des services (WT/ACC/LTU/5), une communication additionnelle (WT/ACC/LTU/9), ainsi que des informations complémentaires dans le document WT/ACC/LTU/10. Ces documents donnaient un aperçu de la structure du marché, du cadre réglementaire et des politiques affectant les services en général ou certains secteurs en particulier.

122. Le représentant de la Lituanie a déclaré que les conditions requises pour l'enregistrement d'une entreprise étaient les mêmes, que les capitaux soient lituaniens ou étrangers, sauf qu'un investisseur étranger devait présenter des certificats d'enregistrement pour les personnes morales, des documents sur la situation financière et l'attestation de l'origine des capitaux étrangers. Les investissements étrangers étaient autorisés dans tous les secteurs, sauf les suivants: défense et sécurité nationales; production et vente de stupéfiants et d'autres substances non médicinales ou toxiques ayant des effets similaires; culture et vente de plantes contenant des stupéfiants ou des substances ayant des effets similaires; organisation de loteries. La Poste lituanienne était le seul fournisseur de services ayant des droits monopolistiques ou exclusifs: ses droits portaient sur l'acheminement et la distribution des lettres, cartes postales et imprimés, l'installation de boîtes aux lettres et l'émission de timbres postaux. L'entreprise d'Etat "Lietuvos Telekomas" n'avait plus le droit exclusif de fournir des services de télécommunication.

123. Le représentant de la Lituanie a fourni des informations sur le régime de licences pour les activités économiques, y compris les services [tableau 1]. Quelques activités importantes (exploitation de chemins de fer, de ports, d'aéroports, de routes nationales, de canalisations, de lignes électriques et de lignes de communication, etc.) étaient réservées aux entreprises dont l'Etat détenait au moins 50 pour cent des capitaux. Le gouvernement modifierait prochainement la Loi sur les entreprises de façon à réduire le nombre d'activités soumises à des licences. Les sociétés étrangères et lituaniennes devaient suivre les mêmes procédures pour obtenir des licences auprès du Ministère de l'énergie pour fournir des services dans le secteur de la distribution d'énergie.

124. La Lituanie n'appliquait pas de mesures horizontales spécifiques de nature à limiter l'accès au marché ou le traitement national dans le secteur des services financiers. Les banques étrangères devaient obtenir l'autorisation de la Banque de Lituanie pour établir des filiales ou des agences bancaires. En vertu de la Loi sur les banques commerciales du 21 décembre 1994, les banques étrangères pouvaient établir des filiales, acquérir des parts dans une nouvelle banque ou une banque existante (l'acquisition d'un paquet d'actions (10 pour cent ou plus) d'une banque existante exigeait l'autorisation de la Banque de Lituanie) et établir des succursales et des bureaux de représentation. Les investisseurs lituaniens et étrangers devaient obtenir l'autorisation préalable de la Banque de Lituanie pour acquérir 10 pour cent ou plus des actions de banques existantes. Le capital minimal requis était le même pour les banques lituaniennes et les banques étrangères; le minimum devait passer de 1,9 million d'écus (équivalent en litas) à 5 millions d'écus le 1er janvier 1998. La Lituanie avait l'intention d'harmoniser ses lois bancaires avec les directives de l'UE, ce qui pouvait entraîner une libéralisation accrue. Les sociétés de courtage étrangères pouvaient choisir n'importe quelle forme juridique d'entreprise pour exercer des activités en Lituanie.

125. Trente-cinq compagnies, dont six à participation étrangère, fournissaient des services d'assurance. La compagnie d'assurance d'Etat détenait des droits exclusifs concernant tous les types d'assurance obligatoire et l'assurance des pensions; cette compagnie serait privatisée en vertu d'une nouvelle loi sur les assurances. La nouvelle loi codifierait la situation actuelle dans laquelle tous les droits exclusifs de la compagnie d'assurance d'Etat avaient été abolis. La loi permettrait aux compagnies d'assurance étrangères d'établir des sociétés en pleine propriété, des partenariats ou des filiales. Les organismes financiers étrangers étaient autorisés à fournir des services d'assurance des transports (maritimes et aériens) et de réassurance transfrontières. L'intermédiation en assurance pour le compte de compagnies d'assurance étrangères était autorisée pour les intermédiaires enregistrés en Lituanie.

126. S'agissant de la fourniture de services professionnels par des étrangers, la Bourse lituanienne de l'emploi délivrait des permis de travail et elle évaluerait et reconnaîtrait les qualifications des requérants conformément aux documents présentés. La Lituanie n'avait pas conclu d'accords avec d'autres pays au sujet de la reconnaissance des qualifications. Elle était en train d'élaborer des procédures de licences pour les services d'audit. Les services juridiques étaient réglementés par le Ministère de la justice et pouvaient être fournis par des avocats et des juristes détenant les autorisations requises pour exercer ces activités. Toutefois, les étrangers ne pouvaient pas prendre part à un procès pénal en qualité de défenseur; ces services étaient réservés aux avocats qui étaient citoyens de Lituanie et étaient inscrits au barreau. Les avocats étrangers ne pouvaient représenter des clients auprès de tribunaux en Lituanie que si cette possibilité était prévue dans des accords bilatéraux sur l'assistance juridique. Des accords étaient en vigueur avec les pays suivants: Bélarus, Estonie, Fédération de Russie, [Kazakstan], Lettonie, Moldova, Pologne, [Turquie] et Ukraine. Les limitations concernant la citoyenneté qui étaient applicables aux avocats (représentant des clients auprès des tribunaux) n'étaient pas appliquées aux juristes qui souhaitaient exercer d'autres activités juridiques.

127. Le gouvernement fixait un contingent annuel pour le nombre de salariés étrangers en vertu du Règlement relatif à l'emploi temporaire d'étrangers du 13 février 1995. Les employeurs présentaient leur demande à la Bourse lituanienne de l'emploi qui délivrait des visas et des permis de travail spéciaux pour les étrangers. Ce règlement ne s'appliquait pas au personnel-clé: personnel d'encadrement, spécialistes ou consultants d'entreprises à capitaux étrangers travaillant trois mois ou moins pour installer des équipements ou former du personnel local.

128. S'agissant de l'acquisition de services par des organes publics, le représentant de la Lituanie a indiqué que la Loi sur les marchés publics (entrant en vigueur le 1er janvier 1997) renfermait des dispositions prévoyant des préférences pour les fournisseurs locaux. Ces préférences n'excéderaient pas 15 pour cent pour les biens et services, et 20 pour cent pour les travaux. La Lituanie n'avait pas conclu d'accords avec d'autres pays concernant les marchés publics.

Transparence

129. Le représentant de la Lituanie a déclaré que, conformément aux procédures lituaniennes, les instruments juridiques ne pouvaient pas être mis en application tant qu'ils n'avaient pas été publiés au Journal officiel.

Publication d'informations sur le commerce

130. Le représentant de la Lituanie a indiqué qu'au plus tard à compter de la date d'accession, toutes les lois et autres textes normatifs concernant le commerce seraient publiés dans les plus brefs délais au Journal officiel ou dans d'autres journaux officiels publiés par les ministères ou départements concernés. Il a ajouté qu'aucune loi, règle, etc. concernant le commerce international ne prendrait effet avant d'avoir été publiée.

Notifications

131. Le représentant de la Lituanie a dit qu'au plus tard à l'entrée en vigueur du Protocole d'accession, la Lituanie présenterait toutes les notifications (autres que celles qui devaient être faites sur une base *ad hoc*) prescrites par les accords faisant partie de l'Accord sur l'OMC. Tout règlement adopté ultérieurement par la Lituanie, donnant effet aux lois adoptées pour mettre en oeuvre un accord faisant partie de l'Accord sur l'OMC serait également conforme aux prescriptions dudit accord.

Accords commerciaux

132. Des membres du Groupe de travail ont demandé à la Lituanie de fournir des renseignements sur les accords bilatéraux ou régionaux touchant au commerce et aux investissements. Des membres ont demandé si les accords de libre-échange couvraient l'essentiel des échanges commerciaux. La Lituanie a été priée de notifier ses accords de libre-échange au titre de l'article XXIV du GATT. Un membre a demandé un exemplaire de l'Accord trilatéral sur le commerce de produits agricoles entre les pays baltes, y compris les dispositions relatives à l'accès aux marchés prévoyant la suppression des obstacles entre les trois pays.

133. Le représentant de la Lituanie a déclaré que son pays avait négocié des accords de libre-échange avec l'Union européenne, l'Association européenne de libre-échange (AELE), l'Estonie et la Lettonie (pour les produits industriels et agricoles), l'Ukraine, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie. Les accords de libre-échange conclus avec la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie entreraient en vigueur le 1er mars 1997. La Lituanie avait l'intention de conclure des accords de libre-échange avec tous les pays de l'ALEEC. Des accords commerciaux prévoyant le traitement NPF (droits conventionnels) avaient été conclus avec l'Australie, le Bélarus, la Bulgarie, la Chine, Chypre, Cuba, la Fédération de Russie, la Géorgie, la Hongrie, l'Inde, l'Islande, l'Ouzbékistan, [les Philippines], la République de Corée, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie,

la Turquie, [le Venezuela] et [le Viet Nam]. Des droits conventionnels NPF étaient également appliqués aux importations en provenance du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Kazakhstan, de la Moldova et du Tadjikistan. Les marchandises provenant d'autres pays étaient assujetties à des droits de douane autonomes. Des accords sur la promotion et la protection des investissements avaient été conclus avec [l'Allemagne], [l'Argentine], [l'Autriche], la Chine, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, [la Grèce], Israël, [l'Italie], le Kazakhstan, la Lettonie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la République de Corée, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, [la Turquie], l'Ukraine, le Venezuela et [le Viet Nam]. La Lituanie avait aussi conclu un accord avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

134. Le représentant de la Lituanie a déclaré que les accords de libre-échange couvraient l'essentiel des échanges commerciaux. Dans le cadre de l'accord Lituanie/UE, des droits de douane seraient néanmoins maintenus sur certains produits de l'agriculture et de la pêche après la période transitoire de six ans de mise en oeuvre de l'accord. Cet accord de libre-échange avait déjà été notifié par la CE au titre de l'article XXIV. Un traitement préférentiel était accordé sous forme de contingents tarifaires pour certains produits; les montants des contingents étaient énumérés à l'annexe XIII, et les taux de droits respectifs dans le cadre des contingents à l'annexe XII de l'accord de libre-échange.

135. Les accords de libre-échange avec l'UE et l'AELE étaient asymétriques, mais seulement pour les produits industriels. Les deux accords avaient une teneur similaire sauf que, dans l'accord avec l'AELE, les produits pour lesquels une période transitoire était prévue étaient moins nombreux et qu'une date précise était fixée pour l'abolition des droits d'importation sur les produits textiles. L'accord de libre-échange avec l'AELE englobait les produits agricoles, mais le régime commercial était fondé sur des concessions réciproques par rapport au niveau NPF. Cet accord avait déjà été notifié par l'AELE au titre de l'article XXIV. L'accord de libre-échange avec l'Ukraine prévoyait le traitement NPF pour la plupart des produits agricoles; pour les autres produits, les droits étaient nuls. Les négociations visant à inclure les produits agricoles dans l'accord de libre-échange avec l'Estonie et la Lettonie avaient été achevées et avaient abouti à des droits nuls pour tous les produits agricoles.

136. Le représentant de la Lituanie a déclaré que son gouvernement respecterait les dispositions des instruments de l'OMC, y compris l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article V de l'AGCS, dans ses accords commerciaux et veillerait à ce que les dispositions des Accords de l'OMC relatives à la notification, aux consultations et à d'autres prescriptions concernant les systèmes commerciaux préférentiels, les zones de libre-échange et les unions douanières dont la Lituanie était membre soient respectées dès la date de son accession, pour autant que ces dispositions n'aient pas déjà été appliquées par l'une des autres parties à l'accord concerné.

Conclusions

137. Le Groupe de travail a pris note des explications et déclarations de la Lituanie concernant son régime de commerce extérieur, telles qu'elles figurent dans le présent rapport. Il a pris acte des assurances données par la Lituanie sur certains points particuliers, qui sont énoncées aux paragraphes ... du présent rapport. Le Groupe de travail a également pris acte des engagements de la Lituanie sur certains points précis, qui sont énoncés aux paragraphes ... du présent rapport. Le Groupe de travail a noté que ces assurances et engagements avaient été incorporés dans le paragraphe ... du Protocole d'accession de la Lituanie à l'OMC.

138. Après avoir examiné le régime de commerce extérieur de la Lituanie et compte tenu des explications, engagements et concessions présentés par le représentant de la Lituanie, le Groupe de travail a conclu que la Lituanie devrait être invitée à accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, conformément aux dispositions de l'article XII. Il a établi à cette fin le projet de Décision et le projet de Protocole d'accession reproduits dans l'Appendice du présent rapport, et il prend note de la Liste d'engagements spécifiques de la Lituanie concernant les services (document ...) et de sa Liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises (document ...) qui sont annexées au Protocole. Il est proposé que le Conseil général approuve ces textes lorsqu'il adoptera le rapport. Lorsque la Décision aura été adoptée, le Protocole d'accession sera ouvert à l'acceptation de la Lituanie qui deviendra Membre 30 jours après l'avoir accepté. Le Groupe de travail est donc convenu qu'il avait achevé ses travaux concernant les négociations en vue de l'accession de la Lituanie à l'Accord de Marrakech instituant l'OMC.

[A compléter]

APPENDICE

ACCESSION DE LA LITUANIE

Projet de Décision

Le Conseil général,

Eu égard aux résultats des négociations menées en vue de définir les modalités d'accession de la République de Lituanie à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, et ayant établi un Protocole d'accession de la Lituanie,

Décide, conformément à l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, que la République de Lituanie pourra accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce selon les modalités énoncées dans ledit protocole.

PROJET DE PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA LITUANIE
A L'ACCORD DE MARRAKECH INSTITUANT
L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée "l'OMC"), eu égard à l'approbation du Conseil général de l'OMC donnée en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC") et la République de Lituanie (ci-après dénommée "La Lituanie"),

Prenant note du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Lituanie à l'OMC qui figure dans le document WT/L/... (ci-après dénommé le "rapport du Groupe de travail"),

Eu égard aux résultats des négociations sur l'accession de la Lituanie à l'OMC,

Conviennt de ce qui suit:

Partie I - Dispositions générales

1. A compter de la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur, la Lituanie accédera à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII dudit accord et deviendra ainsi Membre de l'OMC.
2. L'Accord sur l'OMC auquel la Lituanie accédera sera l'Accord sur l'OMC tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe ... du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.
3. Sauf dispositions contraires des paragraphes mentionnés au paragraphe ... du rapport du Groupe de travail, les obligations découlant des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord sur l'OMC qui doivent être mises en oeuvre au cours d'une période commençant au moment de l'entrée en vigueur dudit accord seront mises en oeuvre par la Lituanie comme si elle avait accepté cet accord à la date de son entrée en vigueur.

4. La Lituanie peut maintenir une mesure incompatible avec le paragraphe 1 de l'article II de l'AGCS pour autant que cette mesure soit inscrite sur la Liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II, qui est annexée au présent protocole, et qu'elle satisfasse aux conditions qui sont indiquées dans l'annexe de l'AGCS sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II.

Partie II - Listes

5. Les listes annexées au présent protocole deviendront la Liste de concessions et d'engagements annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994") et la Liste d'engagements spécifiques annexée à l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé "l'AGCS") de la Lituanie. Les concessions et les engagements inscrits sur les Listes seront mis en oeuvre par étapes ainsi qu'il est spécifié dans les parties pertinentes des Listes.

6. Dans le cas de la référence à la date du GATT de 1994 que contient le paragraphe 6 a) de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne les Listes de concessions et d'engagements annexées au présent protocole sera la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

Partie III - Dispositions finales

7. Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation de la Lituanie, par voie de signature ou autrement, jusqu'au ...

8. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui où il aura été accepté.

9. Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC et à la Lituanie une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification d'acceptation dudit protocole par la Lituanie conformément au paragraphe 7.

10. Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

11. Fait à Genève, le ... (jour, mois) mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi, si ce n'est qu'une liste ci-annexée peut ne faire foi que dans une seule ou plusieurs de ces langues.

Annexes

[A compléter]

Annexe I

Lois, règlements et autres documents communiqués
par la Lituanie au Groupe de travail

- Loi n° I-196 sur les entreprises, du 8 mai 1990;
- Loi n° I-413 sur les prix, du 26 juillet 1990;
- Loi n° I-442 concernant l'impôt sur les bénéfices des personnes morales, du 31 juillet 1990;
- Loi n° I-676 sur les sociétés en nom collectif, du 16 octobre 1990;
- Loi n° I-905 sur les investissements étrangers dans la République de Lituanie, du 29 décembre 1990;
- Loi n° I-1163 concernant l'impôt sur les ressources naturelles de l'Etat, du 21 mars 1991;
- Loi n° I-1276 sur les secteurs d'activité commerciale où les investissements étrangers sont interdits ou limités, du 2 mai 1991;
- Loi n° I-2125 sur les petites entreprises, du 20 décembre 1991;
- Loi n° I-2878 sur la concurrence, du 15 septembre 1992;
- Loi n° I-2880 sur la faillite des entreprises, du 15 septembre 1992;
- Loi n° I-138 sur le tarif douanier, du 27 avril 1993;
- Loi n° I-164 sur les coopératives, du 1er juin 1993;
- Loi n° I-173 sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de services, du 3 juin 1993;
- Loi n° I-202 sur les devises étrangères dans la République de Lituanie, du 7 juillet 1993;
- Loi n° I-345 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, du 22 décembre 1993;
- Loi n° I-372 sur les brevets, du 18 janvier 1994;
- Loi sur la crédibilité du litas, du 17 mars 1994;
- Loi n° I-429 sur les droits d'accise, du 12 avril 1994;
- Loi n° I-528 sur les sociétés par actions, du 5 juillet 1994;
- Décision gouvernementale n° 223 sur l'enregistrement des bureaux de représentation des entreprises et banques étrangères dans la République de Lituanie, du 31 mai 1991;
- Décision gouvernementale n° 284 sur les prescriptions vétérinaires et sanitaires relatives aux animaux, produits d'origine animale, matières premières et fourrages importés dans la République de Lituanie ou y transitant, du 27 avril 1993;

- Décision gouvernementale n° 599 sur l'approbation des règles de contrôle phytosanitaire appliquées à l'importation, à l'exportation et au transit dans la République de Lituanie de produits d'origine végétale, du 3 août 1993;
- Décision gouvernementale n° 388 sur l'instauration de règles plus strictes en matière d'achat et de vente de débris et déchets de métaux ferreux, du 23 mai 1994;
- Décision gouvernementale n° 526 sur les règles d'achat dans la République de Lituanie, de refonte et d'exportation de cuivre et autres métaux non ferreux, leurs alliages, et leurs débris et déchets, du 29 juin 1994;
- Décision gouvernementale n° 985 sur l'application de la réglementation des exportations et importations de produits dans la République de Lituanie, du 14 octobre 1994;
- Nouveaux droits d'accise (janvier 1995);
- Loi n° I-459 portant modification et complément du Code civil de la République de Lituanie, du 17 mai 1994 (dispositions sur le droit d'auteur);
- Loi n° I-976 sur les principes de base des zones franches économiques, du 28 juin 1995;
- Loi n° I-1001 sur la privatisation des biens de l'Etat et des biens municipaux, du 4 juillet 1995;
- Loi n° I-1022 sur le contrôle de l'importation, du transit et de l'exportation des produits et technologies stratégiques, du 5 juillet 1995;
- Accord entre le gouvernement du Royaume de Norvège et le gouvernement de la République de Lituanie concernant le commerce des produits agricoles;
- Accord de libre-échange entre la Confédération helvétique et la République de Lituanie;
- Accord de libre-échange entre la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie;
- Accord sur les questions de libre-échange entre la Communauté européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et la Communauté européenne du charbon et de l'acier d'une part, et la République de Lituanie, d'autre part;
- Liste des droits de douane approuvés par la Résolution n° 443 du gouvernement lituanien (16 juin 1993);
- Données statistiques concernant les importations en Lituanie de produits agricoles et alimentaires;
- Données statistiques concernant les exportations de produits agricoles et alimentaires de la Lituanie;
- Aide-mémoire sur la politique économique du gouvernement de la République de Lituanie pour la période allant du 1er octobre 1994 au 30 septembre 1997;

- Résolution gouvernementale n° 281 du 28 février 1995 sur les amendements partiels à la Résolution n° 985 relative à l'application de la réglementation des exportations et des importations dans la République de Lituanie adoptée par le gouvernement de la République de Lituanie le 14 octobre 1994;
- Loi n° I-720 sur les banques commerciales, du 21 décembre 1994;
- Loi n° I-734 sur la réglementation par l'Etat des relations économiques dans le secteur agricole, du 22 décembre 1994;
- Loi n° I-747 sur le commerce, du 12 janvier 1995;
- Loi n° I-857 sur la réglementation de l'alcool (telle qu'elle a été modifiée le 3 juillet 1995), du 18 avril 1995;
- Loi n° I-867 sur le sucre, du 27 avril 1995;
- Loi n° I-938 sur les investissements de capitaux étrangers dans la République de Lituanie, du 13 juin 1995;
- Résolution gouvernementale n° 35 sur l'approbation de la procédure d'importation des produits alimentaires dans la République de Lituanie et le contrôle de leur qualité, du 9 janvier 1995;
- Résolution gouvernementale n° 510 sur l'approbation de règles provisoires en matière de marchés publics, du 12 avril 1995;
- Résolution gouvernementale n° 511 sur l'approbation des règles appliquées à la fourniture de services, du 12 avril 1995;
- Résolution gouvernementale n° 635 sur la procédure générale d'administration des contingents tarifaires pour l'importation et l'exportation de produits, du 8 mai 1995;
- Résolution gouvernementale n° 718 sur la restriction à l'importation de certaines marchandises dans la République de Lituanie, leur exportation et leur transit, du 19 mai 1995;
- Loi n° I-1006 sur les dessins et modèles industriels, du 4 juillet 1995;
- Résolution gouvernementale n° 205 sur la promulgation de l'Accord de libre-échange entre la République de Lituanie et la Communauté européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, du 8 février 1995;
- Résolution gouvernementale n° 1221 sur le régime de licences pour le commerce de gros et de détail et l'importation et l'exportation des produits pétroliers et pour le commerce de détail du gaz liquéfié, du 14 septembre 1995;
- Résolution gouvernementale n° 1459 sur le régime de licences pour l'importation et le commerce de gros et de détail des produits alcooliques, du 17 novembre 1995;

- Résolution gouvernementale n° 1622 sur le régime de licences pour la production de tabac et de produits à base de tabac et leur importation dans la République de Lituanie, du 27 décembre 1995;
- Loi n° I-590 sur les assurances, du 20 septembre 1990;
- Loi n° I-1069 sur la protection des végétaux, du 19 octobre 1995;
- Loi n° I-1109 sur les communications, du 30 novembre 1965;
- Loi n° I-1143 sur la réglementation du tabac, du 20 décembre 1995;
- Résolution gouvernementale n° 449 sur l'approbation des règles d'évaluation en douane des marchandises, du 16 juin 1993;
- Résolution gouvernementale n° 1114 sur l'approbation de droits de douane à des taux consolidés pour les marchandises importées, du 26 septembre 1996;
- Régime de réglementation des importations/exportations dans la République de Lituanie.

[Tableau 1: Régime de licences pour les activités économiques en Lituanie]

| | Activités | Licences requises |
|-----|---|---|
| 1) | Prospection de ressources naturelles | Licence requise pour les intérêts nationaux et étrangers. Les licences pour les activités 5), 17) et 24) ne sont disponibles que pour les intérêts nationaux. |
| 2) | Exploitation de ressources naturelles | |
| 3) | Réparation d'armes à feu pour le sport et la chasse et d'autres armes | |
| 4) | Activités pharmaceutiques | |
| 5) | Culture et vente de plantes contenant des stupéfiants ou des substances extrêmement actives ou toxiques | |
| 6) | Production de produits alcooliques | |
| 7) | Importation de produits alcooliques en Lituanie, commerce de gros et de détail de ces produits | |
| 8) | Fourniture de services médicaux, activités liées à des traitements médicaux et à l'hygiène | |
| 9) | Exercice de la profession de vétérinaire | |
| 10) | Exercice de la profession d'avocat, sauf disposition contraire de la loi | |
| 11) | Création d'établissements d'enseignement, d'entreprises et d'établissements intervenant dans les activités liées à la santé | |
| 12) | Exécution de travaux géodésiques et topographiques, publication et impression de plans et de cartes topographiques ainsi que de plans cartographiques | |
| 13) | Activités de transport international, sauf disposition contraire de la loi | |
| 14) | Production et importation de produits à base de tabac en Lituanie | |
| 15) | Achat et refonte en Lituanie de cuivre et d'autres métaux non ferreux, de leurs alliages, et de leurs déchets et débris | |

| | Activités | Licences requises |
|-----|---|-------------------|
| 16) | Services de tourisme | |
| 17) | Organisation de loteries à des fins caritatives ou d'assistance | |
| 18) | Achat de déchets et débris de métaux ferreux en Lituanie | |
| 19) | Achat et transformation de déchets et débris de métaux précieux | |
| 20) | Fourniture de services de communication par l'intermédiaire d'un réseau commun de lignes et de stations de télécommunication | |
| 21) | Construction et exploitation d'installations émettant des ondes électromagnétiques | |
| 22) | Recherche, conservation et restauration de biens culturels immeubles; élaboration des conditions, programmes et projets concernant ces biens; conservation et restauration de biens culturels meubles | |
| 23) | Elaboration de projets et construction de routes nationales | |
| 24) | Fabrication, importation et exportation de stupéfiants et de substances extrêmement actives et toxiques (non utilisées à des fins pharmaceutiques), et commerce de gros et de détail de ces produits en Lituanie | |
| 25) | Importation et commerce de gros de denrées et d'additifs alimentaires spéciaux en Lituanie | |
| 26) | Fabrication de cachets, tampons, couteaux de chasse | |
| 27) | Création de stands de tir, y compris de stands de tir de chasse | |
| 28) | Commerce dans le domaine des moyens de transport sur la base d'une commission; élaboration de projets, production, installation, assemblage et exploitation d'équipements de signalisation et de protection en cas d'incendie | |
| 29) | Production, importation, transport, commerce, utilisation, entreposage et enfouissement de produits chimiques susceptibles de nuire à l'environnement | |

| | Activités | Licences requises |
|-----|---|-------------------|
| 30) | Activités commerciales portant sur les métaux précieux et les bijoux | |
| 31) | Activités de courtage en bourse | |
| 32) | Activités boursières | |
| 33) | Investissement et réinvestissement dans des valeurs mobilières et commerce des valeurs mobilières en tant qu'activité principale; possession de biens de sociétés d'investissements, sauf disposition contraire de la loi | |
| 34) | Importation, exportation, commerce de gros et de détail de produits pétroliers; commerce de détail de gaz liquéfié | |
| 35) | Activités dans le secteur de l'énergie | |
| 36) | Vente d'armes à feu pour le sport et la chasse, de munitions, d'armes, d'explosifs et de matériel pyrotechnique | |
| 37) | Inventaire des forêts et élaboration de projets sylvicoles | |
| 38) | Exportation de bois brut | |
| 39) | Fourniture de services de transitaires dans le transport aérien et ferroviaire | |
| 40) | Remorquage de navires | |
| 41) | Opérations de sauvetage et travaux techniques sous-marins | |
| 42) | Services d'éclusage | |
| 43) | Services d'audit | |
| 44) | Services de médiation dans le domaine de l'emploi | |
| 45) | Importation, production, et commerce de substances biologiques phytosanitaires | |
| 46) | Activités immobilières | |
| 47) | Commerce d'objets d'antiquité | |
| 48) | Fourniture de services d'assurance | |

| | Activités | Licences requises |
|----|---|--|
| 1) | Fabrication d'armes, de munitions et d'explosifs | Activités réservées aux entreprises d'Etat et aux entreprises spéciales |
| 2) | Production de titres, billets et pièces de monnaie, ainsi que de timbres postaux | |
| 3) | Transport ou utilisation de matières nucléaires radioactives et de leurs déchets, ou autres activités connexes | |
| 1) | Production, importation et commerce de gros de stupéfiants et de substances extrêmement actives et toxiques | Activités réservées aux entreprises d'Etat, aux entreprises locales et aux entreprises spéciales |
| 2) | Production d'alcool éthylique non dénaturé et de boissons alcooliques d'un titre alcoométrique volumique supérieur à 22% vol. (ce droit n'est accordé qu'aux entreprises d'Etat sauf disposition contraire de la Loi sur la réglementation de l'alcool) | |
| 3) | Traitement de patients souffrant de maladies infectieuses figurant sur la liste spéciale du Ministère de la santé | |
| 4) | Traitement d'animaux atteints de maladies particulièrement dangereuses | |
| 5) | Activités postales (réservées exclusivement à l'entreprise d'Etat "Lietuvos pastas") | |
| 6) | Réception et paiement de mandats postaux (réservés exclusivement à l'entreprise d'Etat "Lietuvos pastas") | |
| 7) | Production, importation et vente de substances extrêmement actives qui ne sont pas destinées à des usages médicaux | |
| 1) | Exploitation de chemins de fer, de ports, d'aéroports et de routes nationales | Activités réservées aux entreprises dans lesquelles l'Etat détient au minimum 50% des parts |
| 2) | Exploitation de gazoducs, d'oléoducs, de lignes de communication, de lignes de transmission électrique, de réseaux thermiques d'importance nationale et entretien technique de ces installations | |

[Tableau 2: Contingents tarifaires généraux appliqués par la Lituanie*]

| Code du SH | Désignation | Ministère fixant les contingents |
|---|--|---|
| 0101 11, 0102 10, 0103 10, 0104 10 10, 0104 20 10 | Animaux reproducteurs de race pure | Ministère de l'agriculture |
| 0105 11, 0105 19 10, 0105 19 90 | Volailles reproductrices de race pure | |
| 0106 00 10, 0106 00 90 | Autres animaux reproducteurs de race pure vivants | |
| 0201, 0202, 0203 | Viandes de bovins et de porcins | |
| 0301 91-0301 99 19 | Poissons reproducteurs de race pure | |
| 0405 | Beurre | |
| 0407 00 11, 0407 00 19 | Oeufs à couver d'oiseaux reproducteurs de race pure | |
| 0511 99 50, 0511 99 80 | Sperme d'étalons, de verrats, de béliers et de boucs; embryons de bovins | |
| 0701 | Pommes de terre | |
| 10 | Céréales | |
| 1101 | Farine de froment | |
| 1104,1214 90 91, 1214 90 99 | Aliments composés pour animaux | |
| 1107 10 | Malt, non torréfié | |
| 1502 | Graisses de bovins, d'ovins et de caprins | |
| 1701 11 10- 1701 12 90 | Sucres bruts à raffiner | Ministère de l'agriculture Ministère de l'industrie et du commerce |
| 1701 91, 1702 30, 1704 40, 1702 90 | Sucres à usages spéciaux** | Ministère de l'agriculture Ministère de la santé |

| Code du SH | Désignation | Ministère fixant les contingents |
|--|---|---|
| 1701 99 | Sucres | Ministère de l'agriculture Ministère de l'industrie et du commerce |
| 2207 10 | Alcool éthylique de qualité technique | Ministère de l'industrie et du commerce |
| 2207 20 | Alcool éthylique dénaturé | Ministère de l'industrie et du commerce Ministère de l'agriculture |
| 2204 29, 2204 30, 2205 90, 2206 00 81, 2206 00 89, 2207, 12.2208 10, 2208 20 40, 2208 20 62, 2208 90 35, 2208 90 38, 2208 90 71-2208 90 79, 2208 90 99 | Boissons alcooliques et leurs matières premières en récipients pour transformation industrielle | Ministère de l'agriculture |
| ex 7010 90 10 0 | Bocaux à conserves en verre de 0,35 et 3 litres | Ministère de l'agriculture Ministère de la construction et du développement urbain |
| 7010 90 41- 7010 90 47 | Flacons en verre transparent irrégulier | Ministère de l'agriculture |
| 9401, 9403 | Mobilier spécial pour les navires | Ministère du transport |

*Conformément à la Résolution gouvernementale n° 985 (du 14 octobre 1994) révisée par la Résolution gouvernementale n° 281 (du 28 février 1995) et modifiée par les Résolutions gouvernementales n° 715 (du 19 mai 1995), n° 1014 (du 20 juillet 1995), n° 1369 (du 20 octobre 1995), n° 515 (du 30 avril 1996) et n° 716 (du 18 juin 1996).

**Sucres destinés à des usages médicaux et autres usages particuliers; non destinés aux consommateurs ou à l'industrie alimentaire.]

[Tableau 3: Droits d'accise prélevés en Lituanie]

| Code des produits | Désignation | Droits (% de la valeur imposable*) |
|---|---|---|
| 2207.10.00.0; 2208** | Alcool éthylique non dénaturé et boissons alcooliques, à l'exception de l'hydromel, du champagne, des vins et de la bière | 40, mais au moins 0,3 LTL pour 1% de titre alcoométrique volumique par litre |
| 2208.90.69.1 | Hydromel | 40, mais au moins 0,2 LTL pour 1% de titre alcoométrique volumique par litre |
| 2204.21.21.0- 2204.21.29.0; 2204.29.21.0- 2204.29.29.0; 2204.30; 2206 | Vins ayant un titre alcoométrique volumique de 13% vol., et autres boissons fermentées*** | 25, mais au moins 0,12 LTL pour 1% de titre alcoométrique volumique par litre |
| 2204.21.31.0- 2204.21.49.0; 2204.29.31.0- 2204.29.49.0; 2205.10.10.0; 2205.90.10.0 | Vins et vermouths ayant un titre alcoométrique volumique supérieur à 13% vol., mais ne dépassant pas 18% vol. | 40, mais au moins 0,15 LTL pour 1% de titre alcoométrique volumique par litre |
| 2204.21.51.0- 2204.21.90.0; 2204.29.51.0- 2204.29.90.0; 2205.10.90.0; 2205.90.90.0 | Vins et vermouths ayant un titre alcoométrique volumique de plus de 18% vol. | 40, mais au moins 0,25 LTL pour 1% de titre alcoométrique volumique par litre |
| 2204.10; 2204.21.10.0; 2204.29.10.0 | Champagne et vins mousseux | 25, mais au moins 0,25 LTL pour 1% de titre alcoométrique volumique par litre |

| Code des produits | Désignation | Droits (% de la valeur imposable*) |
|---|--|--|
| 2203 | Bières | 15, mais au moins 0,40 LTL par litre**** |
| 2402.20.00.0 | Cigarettes avec filtre: cigarettes de la meilleure qualité fabriquées en Lituanie ou importées | 22, mais au moins 15 LTL pour 1 000 unités |
| 2402.20.00.0 | Cigarettes (“Kaunas”, “Klaipeda”, “Kastytis”, “Armada”, etc.) de moindre qualité fabriquées en Lituanie | 22, mais au moins 8 LTL pour 1 000 unités |
| 2402.20.00.0 | Cigarettes sans filtre | 22, mais au moins 5 LTL pour 1 000 unités |
| 2402.10.00.0; 2402.90.00.0; 2403***** | Tabac à fumer emballé et autres produits du tabac | 50 |
| 2710.00.51.0; 2710.00.37.0 | Carburant et essence | 70, mais au moins 560 LTL par tonne***** |
| 2710.00.51.0; 2710.00.55.0; 2710.00.69.0 | Carburateur, kérosène, gazole (carburant diesel), combustible liquide pour chaudière | 25, mais au moins 190 LTL par tonne***** |
| 2710.00.87.0- 2710.00.98.0 | Tous types d'huiles lubrifiantes à l'exception du fioul M-100 classé au n° 2710.00.98.0 | 8, mais au moins 180 LTL par tonne |
| 1806.20.10.0- 1806.20.80.0; 1806.31- 1806.90 | Chocolat et autres produits alimentaires renfermant du cacao, sauf la poudre de cacao et les produits renfermant moins de 18%, en poids, de beurre de cacao | 10 |
| 0901 | Café | 10 |
| 7113, 7114, 7116 | Articles de bijouterie et leurs pièces, en métaux précieux ou doublés de métaux précieux, articles d'orfèvrerie et leurs pièces, en métaux précieux ou doublés de métaux précieux, ouvrages en perles fines ou de culture, en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées | 10 |

| Code des produits | Désignation | Droits (% de la valeur imposable*) |
|----------------------------------|--|--|
| ex 8703 | Voitures de luxe de cinq ans au plus (sauf les voitures spéciales) énumérées dans la liste de l'Office d'Etat de la concurrence et de la protection des droits du consommateur du gouvernement lituanien | 15 (de la fraction du prix qui dépasse 60 000 LTL) |
| 2716.00.00.0 | Electricité | 1 |
| ex 4901-4911; ex 9504.40.00.0 | Publications érotiques ou incitant à la violence | 50 |

*La valeur imposable est la suivante:

- le prix de vente hors TVA et droit d'accise pour les marchandises produites en Lituanie;
- la valeur en douane, y compris les droits de douane, pour les marchandises importées.

**Les codes de produits sont repris de la nomenclature combinée de la Communauté économique européenne.

***A l'exclusion des boissons (n° 2205 00 89 0) produites par la société "Lietuviskas midus".

****Le droit d'accise - 0,2 LTL par litre - est perçu sur la bière produite et vendue par chaque fabrique de bière lituanienne produisant 100 000 décalitres par an.

*****Le droit d'accise n'est pas appliqué au tabac (n° 2403.10.90.0) importé par la société anonyme "Philip Morris Lietuva" et par la société "House of Prince Lietuva".

*****Les droits d'accise sont appliqués en termes absolus uniquement (en LTL par tonne) aux produits pétroliers fabriqués par la société anonyme "Mazeikiu nafta". Depuis le 1er août 1995, il n'y a pas de droit d'accise sur le carburéacteur (n° 2710.00.51.0) importé par les sociétés anonymes "Lietuvos avialinijos" et "Lietuva" et acheté à la société anonyme "Mazeikiu nafta".

Tableau 4: Taux des droits d'exportation

| Code du SH | Désignation des produits | Taux de droit (%) |
|-------------------------------|---|----------------------|
| 0206.29.10.1, 0206.29.99.1 | Mou utilisé dans la fabrication de produits pharmaceutiques* | 60 |
| 0505.10 | Plumes utilisées pour le rembourrage; duvet | 60 |
| 0510.00.10.1, 0510.00.10.3 | Glandes et autres organes utilisés dans les produits pharmaceutiques* | 60 |
| 3001.10.90- 3001.90.91 | Glandes et autres organes à usages opothérapiques* | 60 |
| 4101, 4103 | Peaux brutes | 60 |
| 4403.20.00.1 | Bois brut de pin d'un diamètre d'au moins 20 cm | 60 |
| 4403.91 | Bois brut de chêne | 60 |
| 4403.99.80.1 | Bois brut de frêne | 60 |
| 4403.99.80.2 | Bois brut de bouleau d'un diamètre d'au moins 20 cm | 60 |

*Dans le cadre des contingents fixés par le Ministère de la santé, l'exportation de ces produits se fait en franchise de droits.